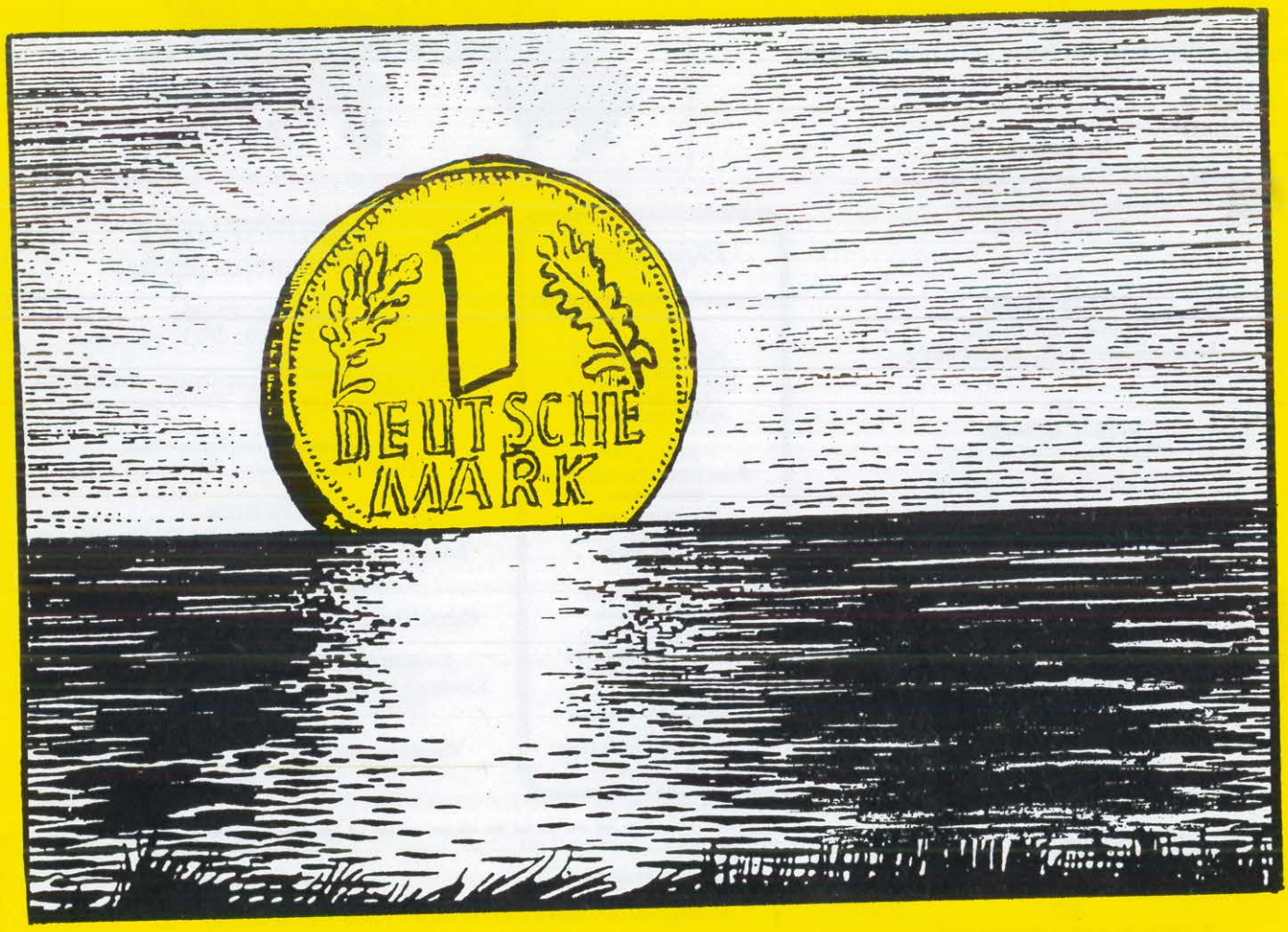
INpreCOR

Numéro 320 du 7 au 20 décembre 1990 ◆ 15 FF 4 FS 85 FB

ALLEMAGNE : L'empire du mark levant



- GOLFE : Canonnières et tractations
- URSS : Les péripéties de la privatisation
- SALVADOR : L'offensive anniversaire

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 320
DU 7 AU 20 DECEMBRE 1990

3
ALLEMAGNE
L'insatiable avidité
Winfried WOLF

6
Un 2 décembre noir et jaune
Manuel KELLNER

8
BULGARIE
Turbulences et tempêtes
Kathy LOWE

11
UNION SOVIETIQUE
Les collectifs de travailleurs et la privatisation
David SEPPO

14
GOLFE
Qui veut la guerre fait mine de préparer la paix
Salah JABER

16
COLOMBIE
L'heure des urnes
Interview de Felipe MARTINEZ

18
SALVADOR
L'offensive anniversaire
Interview de Mario LOPEZ

21
ETHIOPIE
Fin de règne pour Mengistu
Francis CAZALS

24
PAKISTAN
Adieu Benazir !
Ahmad SHUJA

26
GRECE
Autoritarisme et austérité
Nicos SIMEONIS

27
VIET-NAM / TCHECO.
Un Vietnamien à Prague
Interview de Ha CUONG NGHI

28
ISRAEL
En manque de guerre ?
Interview de Michel WARSHAWSKI

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC
(Presse-Edition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT
(22 numéros par an)

France - Europe
140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

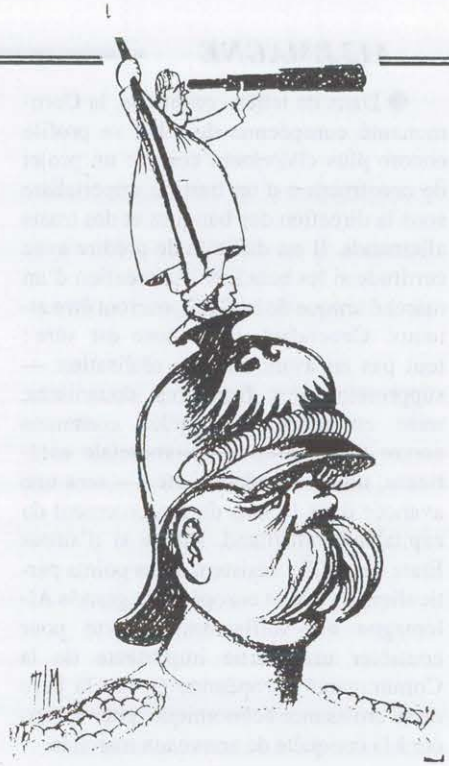
Pli fermé
France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.
Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement ❑ Réabonnement ❑
Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois) ❑

Nom Prénom : .....
Rue : .....
.....
Commune / Code postal : .....
Ville : .....
Pays : .....

L'insatiable avidité



« *Maintenant, nous pouvons développer ce qui nous appartient en commun* », ces mots de Willy Brandt ont été vite démentis. Car, comme le dit l'écrivain Günter Grass, il ne s'agit pas de développement, mais de pillage, au mépris des intérêts et des droits de la population, et « *derrière chaque mesure se cache une avidité de profit sans limites* ». C'est le premier bilan à tirer des conséquences sociales et économiques de l'annexion de la République démocratique allemande (RDA) par la République fédérale allemande (RFA) (voir *Inprecor* n° 310 et 314 des 1er juin et 14 septembre 1990).

Winfried WOLF

LE 27 septembre 1990, une semaine avant l'*anschluss*, Egon Hölder, qui était alors président du bureau fédéral des Statistiques de Wiesbaden, et Arno Donda, son homologue de RDA, ont présenté, lors d'une réunion commune, « *le dernier bilan annuaire des deux Etats allemands* » et les premières données concernant la nouvelle Allemagne. En dépit de la décision prise, ces dernières semaines, par le gouvernement de Bonn d'avancer à pas feutrés et d'éviter toute propagande tapageuse sur la "force de la grande Allemagne", les chiffres parlent par eux-mêmes.

D'abord, le territoire de l'Allemagne s'est agrandi d'environ 108 000 kilomètres carrés et couvre maintenant une superficie de 357 000 kilkomètres carrés, occupant la troisième place en Europe, derrière la France et l'Etat espagnol. La population est passée de 62,6 millions (le nombre d'habitants de la RFA en 1989) à 79 millions dans l'Allemagne unifiée, prenant la première place dans la Communauté européenne. En ajoutant à ce chiffre les travailleurs d'origine étrangère, toujours privés de leurs droits politiques, on arrive à la conclusion suivante : il existe, dans l'Allemagne réunifiée, 5,037 millions de personnes, soit 6,4 % de la population globale qui, par leur structure sociale et leur présence déjà ancienne dans le pays, contribuent à la production de la plus-value de manière plus importante que l'Allemand moyen avec un passeport aryen.

L'ensemble de ce grand potentiel humain constitue un élément productif essentiel à deux niveaux. D'une part, parce que tant que les travailleurs salariés ou les femmes assurent la reproduction de la marchandise/force de travail (par exemple, à travers le travail domestique et la garde non rémunérée des enfants), ils sont des producteurs de la plus-value. Ensuite, lorsqu'il s'agit d'une classe ouvrière qui jouit d'une formation professionnelle supérieure à la moyenne, la valeur créée pendant une heure de travail est supérieure à celle de la plupart des autres pays européens. Cela ne peut qu'augmenter la base matérielle de tous les rêves capitalistes. D'autre part, cette population, la plus nombreuse d'Europe, constitue, en outre, le marché national le plus vaste. Cela implique qu'une partie plus importante de la valeur et de la plus-value des marchandises produites sera réalisée à l'intérieur même du marché national, échappant ainsi aux fluctuations mondiales.

En tête du marché mondial

La position dominante de l'économie allemande est évidente lorsqu'on regarde les chiffres de la production et du marché international. L'Allemagne unie effectue environ un tiers de la production européenne d'acier brut ; quant à l'exportation de marchandises et de capitaux, ce pays est devenu — après une période d'adaptation d'environ deux ans — tout aussi puissant que ses deux principaux concurrents de la Communauté économique européenne (CEE) ensemble. Sur le marché mondial, l'Allemagne réunifiée devient une "grande Allemagne" ; pendant ces dernières années, la RFA était déjà en pointe avec les Etats-Unis. L'affaiblissement de la force économique nord-américaine et le renforcement parallèle de l'économie allemande, grâce à l'*anschluss*, projettent la grande Allemagne, après une brève phase d'adaptation, vers une position dominante sur le marché mondial, prenant une certaine avance par rapport aux Etats-Unis et accentuant le décalage à l'égard du Japon.

Par ailleurs, toute analyse doit aussi prendre en compte deux éléments stratégiques : les possibilités qui s'ouvrent au capital allemand, après la déroute des sociétés non capitalistes d'Europe orientale et des difficultés de l'Union soviétique et, en même temps,par rapport au projet impérialiste de création du marché unique européen pour 1992. Ces deux aspects sont essentiels, à l'heure d'examiner les conséquences sociales et politiques de l'*anschluss*. Nous nous bornerons ici à ces quelques considérations.

● L'impérialisme allemand pourra profiter, plus que ses concurrents, de la chute des régimes du Pacte de Varsovie. Grâce à sa configuration géographique, à ses échanges commerciaux plus intensifs et à ses contacts nombreux avec l'Est, il part en meilleure position.

La prochaine étape de de pénétration du capital allemand en Europe de l'Est pourrait prendre la forme suivante : la construction par l'industrie allemande du bâtiment de centaines de milliers de logements en Union soviétique pour les soldats de l'Armée rouge qui vivent actuellement sur le sol de l'ancienne RDA ; de nouveaux crédits de plusieurs milliards de deutsche marks (DM) pourront être fournis à l'URSS par les banques allemandes ; l'absorption (possible) de l'usine automobile Skoda par Volkswagen ; un "programme d'aide" pour les territoires de Pologne occidentale — à la frontière avec l'Allemagne — et surtout pour les minorités allemandes en Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Union soviétique.

● Dans de telles conditions, la Communauté européenne de 1992 se profile encore plus clairement comme un projet de construction d'un bastion impérialiste sous la direction des banques et des trusts allemands. Il est difficile de prédire avec certitude si les buts liés à la création d'un marché unique de la CEE pourront être atteints. Cependant, une chose est sûre : tout pas en avant dans sa réalisation — suppression des frontières douanières, mise en place d'obstacles communs contre la pénétration commerciale extérieure, union monétaire, etc. — sera une avancée dans le sens du renforcement du capitalisme allemand. Même si d'autres Etats de la CEE résistent à des points particuliers du projet européen, la grande Allemagne est suffisamment forte pour contrôler une partie importante de la Communauté européenne et, sur la base de sa croissance économique, pour se lancer à la conquête de nouveaux marchés.

Les champions du chômage

Lorsque le projet d'*anschluss* a été amorcé, notamment avec la thérapie de choc de l'union monétaire, plusieurs études analysant les conséquences sociales de cette politique ont été publiées (1) ; certains ont même parlé de "politique aventuriste" du capital financier allemand (2). Ce qui, au début de l'année 1990 ou lors de l'union monétaire, apparaissait comme un pronostic encore incertain, s'est clairement précisé au cours de l'automne comme une réalité sociale incontournable. *« La vérité, c'est qu'actuellement, 1,5 million de citoyens de RDA sont au chômage ; seulement 350 000 sont reconnus par le gouvernement et touchent une indemnité. On compte déjà 1 million de salariés à temps partiel, dont 90 % ne travaillent en réalité pas du tout »*, voilà les révélations dramatiques du président de l'Association des chômeurs de la RDA *(DDR-Arbeitslosenverband)* (3). Vers la mi-octobre 1990, le nombre des sans-emploi indemnisés et des travailleurs dits "à temps partiels" qui ne travaillent pas, a atteint 2 millions. Le chômage dans l'ensemble de l'Allemagne frappe 4 millions de personnes, sans compter les catégories qui échappent aux statistiques officielles.

Désormais, les médias parlent vrai (même si toute la vérité ne sera connue qu'après les résultats des élections du 2 décembre 1990 — voir l'article p. 6). Selon l'Institut allemand pour la Recherche économique *(Deutsche Institut für Wirtschaftsforschung, DIW)* de Berlin, le chômage touchera officiellement 1,5 million de personnes et le travail à temps partiel 1 million en 1991 sur le territoire de l'ancienne RDA ; 250 000 personnes arriveront bientôt sur le marché du travail ouest-allemand et contribueront à aggraver le nombre de chômeurs qui est déjà de 2 millions. Selon le DIW, en 1991, le chiffre officiel global de travailleurs au chômage dépassera 4 millions.

Entre temps, de nouvelles données ont été révélées par l'Institut de Sciences économiques *(Institut für Wirtschaftswissenschaften, IWW)* et par l'Institut central de Sciences économiques de Berlin (ex-RDA) qui a travaillé avec le professeur Peter Fleisser, de Vienne. Leur analyse a l'avantage de prendre en compte les prévisions concernant l'investissement occidental dans les territoires de l'ancienne RDA, ainsi que les aides prévues par le gouvernement de Bonn. Tout d'abord, il faut souligner que les anciens soi-disant marxistes de cet Institut se déclarent maintenant "scientifiques du marché". Dans leur document, on peut lire les passages suivants : *« Dans une république indépendante* [la RDA], *la situation serait encore pire. Les pertes croissantes auraient provoqué en quelques années l'écroulement économique. »*

Helmut Kohl

Voici les principales prévisions de l'étude.

● A la fin de l'année 1991, le nombre des chômeurs dans les territoires de l'ancienne RDA atteindra 3,5 millions, sans compter les travailleurs saisonniers.

● La préretraite sera généralisée.

● On assistera, en particulier, au *« départ vers l'Ouest de la force de travail qualifiée »*. Selon les spécialistes de l'IWW, l'Allemagne occidentale devrait accueillir plus d'1 million de personnes jusqu'en 1994.

● Le chômage devrait surtout faire des ravages dans les combinats de l'ancienne RDA. Sur 8,5 millions d'emplois, il ne devrait en rester que 4,7 millions, à la fin de 1991 (4).

● Des chiffres tout aussi effrayants sont à prévoir dans la Fonction publique et dans l'agriculture. Sur 1,74 million d'emplois qui existent dans les services publics de la RDA (sans compter les postes et les chemins de fer), environ la moitié disparaîtra (5). Dans l'agriculture ce sera encore pire : sur 840 000 emplois existant au début de 1990, on prévoit la suppression de la moitié ou des deux tiers, soit 600 000 (6).

L'étude de l'IWW souligne aussi une énorme augmentation de la productivité dans les territoires de l'ancienne RDA. Pour 1994, elle devrait avoir augmenté de 76 %, tout en conservant *« un retard de 46,6 % à l'égard des* lander *occidentaux »*, surtout à cause de l'émigration massive déjà mentionnée.

L'aide est attendue seulement sous forme d'*« accroissement des investissements »* du secteur occidental. L'étude prévoit l'hypothèse d'un investissement supplémentaire de 200 000 milliards de DM entre 1991 et 1993, qui permettrait la création de 680 000 emplois. Dans cette éventualité optimiste, le chômage dans l'ancienne RDA se limiterait à environ 3 millions de personnes. Dans ce contexte, les chercheurs soulignent que tout investissement important en Allemagne orientale ne pourrait apporter des résultats qu'au bout de quelques années. Par exemple, Volkswagen prévoit une production annuelle de 250 000 voitures (modèle Golf) dans les usines de Mosel, près de Zwickau ; mais cet objectif ne sera atteint qu'en 1994.

Menaces à l'horizon

Toutes ces analyses renvoient plus ou moins directement à deux facteurs : l'évolution de l'économie mondiale et les conséquences de l'augmentation explosive de l'endettement.

Désormais, quasiment aucun économiste ne met en doute le fait que 1990 marquera la fin d'une vague de croissance longue de sept ans. Aux Etats-Unis, la récession a commencé au début de l'année (7) ; le secteur de l'automobile est, à son tour, entré dans une période de récession au niveau international (à l'exception de la RFA). La crise du Golfe a encore accé-

1) Voir Törk Hansen, "Zerstörungskraft des Marktes", *Soz*, n° 11.

2) Winfried Wolf, "WAS da so alles auf uns zukommt", *Beilage* du 13 avril 1990 ou Karl-Heinz Roth dans la revue *Konkret* n° 10.

3) Voir *Neues Deutschland* du 3 septembre 1990.

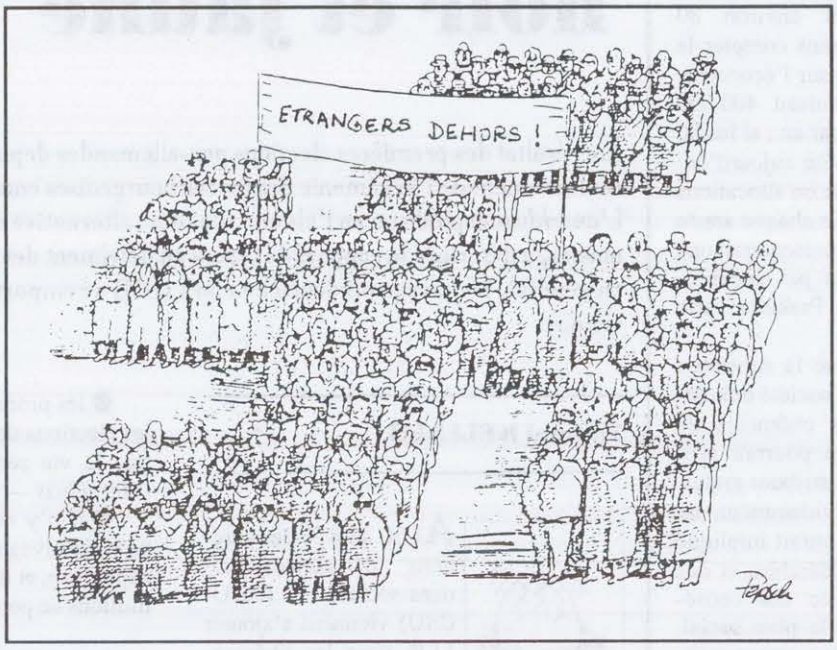
4) Les études de l'*IWW* se trouvent dans *Wirtschaftswoche* n° 42, du 12 octobre 1990.

5) Voir *Stern* n° 36/1990.

6) Voir *Die Tageszeitung* du 8 septembre 1990.

7) Voir *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990.

léré cette évolution, en aggravant les difficultés des banques et en faisant chuter les bourses au-dessous des prévisions conjoncturelles les plus pessimistes. *« L'accélération de la crise menace maintenant tous les pays industriels, comme ce fut le cas au début des années 80 »* déclare le Professeur Wilhelm Hankel, ancien directeur de la Hessischen Landesbank. A son avis, la situation actuelle est marquée par *« un potentiel récessif dangereux »* (8). En même temps, selon W. Hankel, on peut prévoir que la réaction touche les pays industrialisés à l'exception de l'Allemagne. Dans ce cas, *« la réunification de deux économies* [impose] *un programme conjoncturel exceptionnel d'environ 100 milliards de marks annuels »*. Et il ajoute : *« On n'avait jamais vu cela auparavant. »* C'est presque vrai : cela s'était déjà produit au début des années 80, lorsque Ronald Reagan lança le programme de réarmement et doubla le déficit de l'Etat.



La force destructrice du marché

A ce propos, il faut remarquer qu'on peut à peine prévoir si, avec l'arrivée de la récession au niveau international, le pays qui détient la partie la plus importante du marché mondial sera celui qui pourra le mieux s'en sortir. Le moins que l'on puisse dire à propos de cet élément de risque, c'est que l'évolution de l'économie mondiale aura des répercussions économiques et sociales négatives sur celle de l'Allemagne.

Le deuxième élément qu'il faut noter découle du fait que les caisses de l'Etat allemand sont menacées par un risque de crise financière. En 1990, en dépit de déclarations sur la stabilité, le gouvernement de Bonn a multiplié par deux son endettement par rapport aux prévisions. Cela a eu, jusqu'à présent, des conséquences importantes sur le plan financier. L'endettement, qui était prévu autour de 25,8 milliards de DM, a atteint, en 1990, la somme de 67 milliards. Les économistes de l'IWW prévoient, pour 1991, un déficit financier d'au moins 75 milliards de marks. Si l'investissement supplémentaire que nous avons évoqué, est réalisé, le trou financier atteindra, alors, 90 milliards en 1991, et presque 100 milliards en 1992. Si l'on ajoute à cela le projet de transformer les territoires de l'ancienne RDA en une sorte de zone franche, il est évident que ce gouffre financier sera très difficile à surmonter. De plus, ces chiffres ne prennent pas en compte les dettes supplémentaires de l'Etat envers le Fonds pour l'unité allemande, qui se chiffrent à 100 milliards de DM. Pour l'instant, ce déficit se trouve caché quelque part, exactement comme avait fait le gouvernement nord-américain pour l'endettement supplémentaire créé par l'échec du système des caisses d'épargne. Une augmentation dramatique de la dette publique ne peut pas s'expliquer simplement par l'"agrandissement" de l'Etat national. L'augmentation du Produit national brut (PNB) n'a rien à voir avec la multiplication par deux, voire par quatre, des dettes de l'Etat, et ce pour une durée minimum de trois ans.

On peut d'ores et déjà tirer une conclusion : dans le cadre de la politique d'annexion, le gouvernement fédéral suit une politique d'endettement aventurière, déjà empruntée dans le passé par la Grèce, l'Italie ou les Etats-Unis, entraînant les finances de ces Etats au bord du gouffre (9).

Ces conséquences sociales et économiques de la politique d'*anschluss* sont le résultat logique de la force destructrice du marché. L'extension de cette politique économique à un espace en formation en a accentué l'action ravageuse.

Même les idéologues du capitalisme le reconnaissent. Cette politique de destruction a été pratiquée consciemment ; on a y compris énuméré officiellement ces conséquences socialement destructrices.

Fin août 1990, Lothar Julitz a écrit un éditorial dans le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung* portant sur l'idéologie de cette politique économique, sous le titre *A travers la vallée de la destruction.* Il prévoyait une destruction grâce aux interventions des autorités.

Le ministre des finances de Bonn, Otto Schlecht, fit les mêmes prévisions ; il affirmait que dans les deux ou trois ans à venir *« entre 2,5 et 3 millions de personnes* [de l'ancienne RDA] *deviendront des demandeurs d'emploi »*, d'un emploi qui toutefois *« n'existe pas encore »*. Il y a un potentiel disponible de 30 % de la force de travail, occupée jusqu'à présent, qui est en train de s'épuiser. Donc, *« Après le tournant, (...) il n'est plus possible de conserver de telles structures exclusivement aux frais des contribuables ouest-allemands afin de maintenir des emplois. »* Exclusivement pour préserver des emplois...

L'irrationnelle logique

Un seul exemple pratique suffit à prouver l'irrationalité du fonctionnement de cette économie de marché, qui ne vise pas la satisfaction des besoins humains mais le profit. L'entreprise Pentakon de Dresde s'est déclarée en faillite totale ; il s'agit de la plus importante usine de production d'appareils-photo en Allemagne et dans le monde. Lors du récent salon du cinéma et de la photo de Cologne, Pentakon a présenté un nouveau modèle qui, à moyen terme, pourrait devenir compétitif sur le marché mondial. Mais la force des-

8) *Stern* n° 43, 1990.

9) Voici quelques chiffres qui permettent d'avoir une idée générale : la dette de la RFA est passée de 692 milliards de marks, en 1982, à 1 000 milliards, en 1989. La part de cette dette publique dans le Produit intérieur brut (PIB) — ce qui est l'indicateur le plus important — est passée dans la même période de 43,3 % à 49,6 %. Si la nouvelle dette décidée à Bonn pour les trois ans à venir (sans compter celle des *lander*, des municipalités, des postes et des chemins de fer) s'accroît annuellement de75 à 90 milliards, cela fera globalement, en 1993, environ 250 milliards de marks. Cela signifie une augmentation de la dette publique d'un quart, soit l'équivalent de la dette accumulée en 40 ans. Dans ces conditions, la part de la dette, dans le PIB augmentera de 50 % à 80 %. Pour comparaison, en Italie et en Grèce, celle-ci est supérieure à 100 %. Voir E. Mandel et W. Wolf, *Cash, Crash & Crisis*, 1989.

tructrice du marché a émis un autre verdict : il est plus rentable, du point de vue capitaliste, de couler une grande entreprise et de mettre au chômage 4 000 travailleurs plutôt que de financer une période transitoire de quelques années — 4 000 chômeurs coûtent environ 80 millions de DM par an, sans compter la perte que cela comporte pour l'économie nationale. Pentakon produisait 400 000 appareils-photo Praktika par an ; si les 80 millions de marks que coûte aujourd'hui la fermeture de l'entreprise en allocations de chômage étaient investis chaque année dans la production, cela représenterait une subvention de 200 marks par appareil-photo ! Or, le prix d'un Praktika varie entre 200 et 400 marks.

La conclusion est donc la suivante : avec les ressources que la société doit dépenser pour financer les chômeurs de Pentakon, cette entreprise pourrait produire des caméras et les distribuer gratuitement sur le marché. Evidemment, un programme de transition aurait impliqué des investissements considérables et des mesures d'adaptation avec des conséquences importantes sur le plan social. Une telle politique ne serait pas contradictoire avec les pratiques d'une économie de marché, comme le prouve son application dans d'autres secteurs tels que l'agriculture, la sidérurgie et le bâtiment ; mais elle est contradictoire par rapport à l'*anschluss*.

Peut-on tirer des conclusions de cette analyse ? Le bilan demeure en tout cas très sombre. Il est tout à fait clair que les grandes tendances qui se dégagent dans l'ancienne RDA ne peuvent entraîner que des répercussions négatives, y compris en Allemagne occidentale, sur le mouvement ouvrier. ★

***Soz*, octobre 1990**

Un 2 décembre noir et jaune

Le résultat des premières élections pan-allemandes depuis 1932 souligne le renforcement de l'hégémonie des forces bourgeoises conservatrices et libérales. L'*anschluss* capitaliste, en l'absence de toute alternative crédible aux yeux des masses, a détérioré le rapport de forces au détriment des exploités et de la gauche en général. Le mirage du deutsche mark (DM) a remporté une importante victoire.

Manuel KELLNER

AUX 43,8 % des chrétiens démocrates/chrétiens-sociaux (CDU-CSU) viennent s'ajouter 11 % pour les libéraux, ce qui donne une majorité absolue aux partis du gouvernement Kohl sortant. Si on y ajoute les 2 % pour les "républicains" fascisants (qui marquent le recul de cette formation) et 1 % pour différents groupuscules plus ou moins droitiers, la droite atteint près de 58 % des votes. Il est vrai que le taux de participation était plus faible (77,8 % au total, dont 78,5 % à l'Ouest et 74,5 % à l'Est — en 1987, on avait enregistré près de 84,3 % de votants à l'Ouest), mais il restait dans les marges de celui des élections régionales.

Les perspectives de la politique en place sont quand même très peu mobilisatrices — mais celles avancées par les diverses oppositions ne le sont pas plus. Le succès des partis au gouvernement, et l'offensive du capital par la politique de l'*anschluss*, montre des résultats électoraux quasiment égaux à l'Est comme à l'Ouest : les démocrates-chrétiens obtiennent 43,4 % dans le territoire de l'ex-République démocratique allemande (RDA), les libéraux 13,4 %, seule l'Union sociale allemande (DSU), parrainée par les chrétiens-sociaux de Strauss, essuye un échec, avec 1 %. Pourtant les habitants de l'ancien territoire est-allemand, dont la majorité des salariés industriels ayant voté pour Kohl, savaient bien trois choses :

- le personnel des conservateurs et des libéraux à l'Est est bel et bien le même que celui des anciens parti du "bloc" sous Honecker ;
- les promesses faites par Kohl avant les élections de RDA du 18 mars 1990 — que la vie serait facile pour tous après l'*anschluss* — se sont avérées fausses ;
- il n'y aura pas d'amélioration rapide du niveau de vie par la restauration capitaliste, et il y aura — il y a déjà — des millions de perdants.

Mais le discrédit des idées socialistes, quelle qu'en soit la couleur, l'absence d'alternative crédible même réformiste, et la victoire des forces du capital dans les faits, conduisent la majorité de la population à croire que la voie du marché capitaliste est la seule réaliste ; elle vote ainsi pour ses représentants les plus authentiques (et donc "compétents"). Ce que les grands médias ne disent pas, c'est que l'immigration de l'Est vers l'Ouest de l'Allemagne continue à une large échelle depuis l'*anschluss* — il n'y a plus de chiffres officiels, mais on peut estimer que ces déplacements se poursuivent au rythme de 30 000 personnes par mois !

La défaite du SPD...

Le Parti social-démocrate (SPD) est réduit à 33,5 % de voix (contre 37 % à l'Ouest en 1987, ce qui était déjà un recul). Au soir de la défaite, son candidat à la chancellerie, Oskar Lafontaine, tirait un bilan simpliste : ses thèmes — les problèmes sociaux et écologiques, le prix d'un *anschluss* trop rapide — n'auraient "pas encore" percé, parce que Kohl peut toujours se présenter en architecte de l'unité. Il faut dire que Lafontaine, qui se profile à droite ou à gauche selon ses calculs machiavéliques (il s'est tour à tour proclamé pour la réduction du temps de travail sans compensation salariale, pour une législation restrictive contre les réfugiés politiques demandant l'asile, contre "trop de patriotisme", pour une politique "un peu" sociale et écologiste, etc.), loin

de proposer une alternative à la politique de Kohl, lui reprochait surtout de ne pas dire ouvertement qu'il faudrait faire des sacrifices...

A Berlin, où se déroulaient parallèlement les élections au Sénat (le Parlement de la ville), le résultat des partis de la coalition "rouge-verte" (SPD et Verts) constitue une vraie débâcle. Momper, chef du SPD et maire sortant de Berlin-Ouest, qui avait, il y a encore quelques mois, un profil de gauche et une image d'homme tolérant, avait provoqué la rupture de la coalition avec la Liste alternative (verte). Il a essayé de se montrer encore plus "patriote" que les conservateurs et ordonné une répression brutale contre des squatters à Berlin-Est (voir encadré ci-contre). Maintenant, il n'est plus guère qu'un des partenaires de la "grande coalition" avec les chrétiens-démocrates, qui ont remporté une victoire électorale fulgurante (les "alternatifs", eux, ont perdu la moitié de leur électorat).

... et le recul des Verts

Les Verts à l'Ouest n'ont pas pu franchir la barrière des 5 % et ne sont pas représentés au Parlement, ce qui représente une vraie catastrophe, pas seulement pour eux. Les Verts alliés aux mouvements civiques de l'Est y sont rentrés en obtenant 5,9 % à l'Est (mais sur beaucoup de questions, il se situent à droite de leurs homologues de l'Ouest).

Enfin, le Parti du socialisme démocratique (PDS, ancien PC est-allemand rebaptisé) a pu à peu près conserver ses résultats des élections régionales d'octobre 1990, en réalisant 9,9 % à l'Est (son meilleur score a été obtenu à Berlin-Est avec, environ un quart des voix), grâce à la décision de la cour constitutionnelle de comptabiliser différemment les voix à l'Est et à l'Ouest. Malgré son lliance avec certaines personnalités de divers petits courants de gauche, il n'obtient que 0,3 %, dans l'ancienne RFA (1) ! On est loin des objectifs que Gregor Gysi, président du PDS, s'était fixés avant les élections — et avant le dernier scandale financier qui avait révélé une corruption dans l'appareil du parti, largement utilisé par les forces de droite dans leur campagne contre le PDS. On est aussi loin de l'existence d'une nouvelle force crédible à gauche, capable d'attirer les syndicalistes et les autres courants qui aspirent à une politique alternative, radicalement démocratique et socialiste. ★

Cologne, 5 décembre 1990

1) Voir *Inprecor* n° 316 du 12 octobre 1990.

Violence contre les squatters

La récente expulsion *manu militari* de squatters à Berlin-Est a montré que les politiciens qui dirigent la "nouvelle" Allemagne ne toléreront aucune forme d'opposition radicale.

A Berlin, le manque de logements est très important. Dans la partie orientale de la ville, on estime qu'il y aurait environ 25 000 appartements vides. Avant même l'unification officielle, des gens en quête d'habitation, ont commencé à s'installer dans certains des immeubles vides et délabrés, et les ont rendus habitables. La plupart d'entre eux étaient de jeunes sans-logis de Berlin-Ouest ; en effet, la priorité politique donnée au relogement des réfugiés, arrivés en masse dans cette ville, réduisait pratiquement toute chance pour eux de trouver un logement.

Dans la rue Mainzer, dans le quartier de Friedrichshain à Berlin-Est, il y avait treize immeubles vides, laissés à l'abandon depuis plus de dix ans ; environ 400 jeunes les ont occupés, en mai 1990, la plupart d'entre eux étant des femmes et des gays. Après avoir nettoyé ces demeures, leurs occupants ont installé une librairie d'occasion, un café alternatif, un bar gay, un restaurant communautaire (où l'on pouvait prendre un repas chaud pour 2 dollars) et un terrain de jeux. Tous ces jeunes avaient joué un rôle important dans le mouvement des squatters de Berlin et ils espéraient que, comme à Berlin-Ouest dans les années 70, ils légaliseraient leur situation par un accord négocié.

Le mode de vie des jeunes squatters a dû certainement apparaître relativement "exotique" au vu des normes conservatrices de Berlin-Est ; chez les habitants "ordinaires" du reste de la rue, les opinions les concernant étaient fortement divisées.

Les 12 et 14 novembre 1990, une opération d'envergure de style militaire a été entreprise contre les squatters.

La municipalité de Berlin était gérée par une coalition "rouge et verte", alliance entre le Parti social-démocrate (SPD) et la Liste alternative. Or, sans informer ses partenaires de la coalition, le gouvernement du SPD a fait intervenir 3 000 policiers, venus principalement des *lander* contrôlés par les sociaux-démocrates de Nord-Westphalie et de Basse-Saxe, appuyés par des membres des troupes frontalières spéciales.

Le 12 novembre, deux kilomètres carrés du quartier de Friedrichshain ont été encerclés par un cordon policier. Craignant une offensive, les squatters ont construit des barricades dans leur rue. Le 14 novembre, à six heures du matin, les forces de l'ordre ont lancé une attaque d'envergure avec des canons à eau, des véhicules blindés, des gaz lacrymogènes, des pierres et, au moins dans un cas, des balles réelles. Les habitants ont répondu avec des pavés et des cocktails molotov. La bataille a duré trois heures. Environ vingt squatters ont été grièvement blessés, dont l'un par balle. La brutalité de la police a choqué les voisins, y compris ceux qui n'avaient pas d'affinités particulières avec les jeunes gens.

Quelques 400 personnes, principalement des femmes, ont été arrêtées. Selon des témoignages, les détenus ont été frappés dans les locaux de la police et des femmes ont subi des violences sexuelles.

Durant les jours suivants, plus de 10 000 personnes ont manifesté à Berlin, pour protester contre la violence policière et exiger que les incarcérés soient relâchés, que les immeubles leur soient rendus et qu'on trouve une solution politique et non militaro-policière au grave problème des sans-logis.

Le dirigeant SPD de la mairie de Berlin, Momper, a défendu l'action de sa municipalité et de la police, traitant les squatters de « *délinquants psychopathes* ». A la suite de la victoire de l'Union démocrate-chrétienne (CDU), lors des élections dans les *lander*, en octobre 1990 (voir *Inprecor* n° 317 du 26 octobre 1990), le SPD a voulu gagner des voix sur sa droite dans la perspective du scrutin national du 2 décembre 1990. La Liste alternative s'est retirée de la coalition pour protester contre la violence de l'Etat et de la police contre les sans-logis à Berlin-Est. Cet événement continue à avoir des répercussions dans toute l'Allemagne.

Ces attaques contre les squatters — tout comme celles menées contre le Parti du socialisme démocratique (PDS) — font partie d'un plan concerté des politiciens bourgeois pour couper court à toute protestation politique radicale dans l'ancienne République démocratique allemande. Lors de l'attaque de la rue Mainzer, ils ont montré qu'ils n'hésiteront pas à utiliser la violence pour "mater" tous les groupes qui essayeraient de se défendre. ★

Gus Fagan

Novembre 1990, Berlin-Est

Turbulences et tempêtes

Le 29 novembre 1990, Andreï Loukanov, Premier ministre bulgare, membre du Parti socialiste bulgare (PSB, ancien Parti communiste rebaptisé), a dû démissionner, après quatre jours de grève "générale" (qui aurait touché en fait un salarié sur quatre), lancée par le syndicat indépendant Podkrepa et suivie par la Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (CSIB). Les barricades dressées dans le centre de Sofia par des étudiants et des salariés réclamant à grands cris la démission du "gouvernement communiste" issu des élections de juin 1990 (voir *Inprecor* n° 315 du 28 septembre 1990) ont certainement pesé sur la décision du PSB.

Le nouveau Premier ministre bulgare sera Guinio Ganev, député sans étiquette ; le gouvernement se composera de 11 ministres : 4 du PSB, 4 de l'Union des forces démocratiques (UFD) et 3 du Parti agrarien.

L'article que nous publions a été écrit avant ces événements ; il présente les différentes forces politiques en présence en Bulgarie aujourd'hui.

Kathy LOWE

JUSQU'A une date récente, le Parti communiste bulgare (PCB), probablement le plus fort et le plus populaire d'Europe de l'Est, semblait incarner avec succès la perestroïka et les revendications du mouvement démocratique bulgare, tout en gardant intacts son pouvoir et son importante bureaucratie. En fait, après sa nouvelle fondation sous l'étiquette de Parti socialiste bulgare (PSB), il a même réussi à acquérir une certaine légitimité et une image de libéralisation, en remportant la majorité absolue lors des élections libres de juin 1990.

Cependant, les communistes bulgares vivent actuellement des temps difficiles. En août 1990, le siège du PSB au cœur de Sofia, a été incendié par des manifestants, qui protestaient contre la lenteur des réformes ; en septembre, son congrès a réélu à sa tête, Alexandre Lilov, dont les liens avec les conservateurs du Parti sont notoires. En octobre 1990, les fractions du parti restaient seulement ensemble pour faire barrage à la coalition de l'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD).

La Bulgarie s'enfonce dans une agitation politique et économique permanente tandis que l'UFD a utilisé tout son poids parlementaire pour paralyser le gouvernement dirigé par le PSB, dans le but de précipiter sa chute.

En moins d'un an, le paysage politique bulgare est devenu méconnaissable. En novembre 1989, au milieu des clameurs d'un mouvement démocratique en pleine ascension, un coup de force du comité central, appuyé par Gorbatchev et dirigé par le ministre des Affaires étrangères, Petar Mladenov, mettait fin aux 35 ans de règne du vétéran stalinien, Todor Jivkov.

Pour la première fois, des décennies de corruption et de mauvaise gestion étaient étalées au grand jour, et le pays a entrepris une transition de l'Etat communiste totalitaire au multipartisme ; le PCB, devenu PSB, s'est alors battu pour améliorer son image ternie et pour parer aux scissions internes, tout en tentant de mettre en échec l'opposition organisée surtout dans l'UFD.

Dans un pays aux traditions politiques extrêmement faibles, le PSB, encouragé par ses réformateurs, a été capable, de dominer des adversaires inexpérimentés. Lors des élections de juin 1990, le PSB a remporté 211 des 400 sièges du Parlement, sans pouvoir pour autant écarter la paralysie politique. Au bout de quelques semaines, Mladenov a été obligé de démissionner. Dans le but de trouver une certaine stabilité, le PSB a finalement fait une concession et son candidat s'est désisté en faveur du dirigeant de l'UFD, Jeliou Jelev, qui, après son élection comme président en août 1990, a invité l'UFD à participer à un gouvernement de consensus national. Mais l'UFD a refusé, flairant le piège.

Un gouvernement a enfin été formé à la fin septembre par le PSB et quelques indépendants. En réalité, le cabinet avait les mains complètement liées, l'UFD utilisant ses 144 sièges à l'Assemblée pour bloquer les principales décisions — qui, dans le système bulgare, requièrent une majorité des deux tiers.

Le dirigeant de l'UFD, Petar Beron, a accusé le PSB d'être trop timoré vis-à-vis des réformes et a souligné l'incapacité des communistes à démanteler la nomenklatura gigantesque : 216 000 bureaucrates, pour une population de 9 millions d'habitants, dominent toutes les sphères de la vie politique, économique et sociale. Selon Beron : *« La première préoccupation du PSB est de conserver tous ces capitalistes rouges qui ont volé de l'argent qu'ils essayent aujourd'hui de réinvestir dans l'entreprise et la propriété privée. »*

L'opposition et la crise

L'UFD, encouragée par la défaite de l'aile réformatrice lors du récent congrès du PSB, a voulu laisser à ce parti l'entière responsabilité de la débâcle économique, afin de remporter les prochaines élections locales et d'essayer alors d'imposer de nouvelles élections législatives. Le problème est que l'ensemble hétéroclite des 16 groupes politiques qui forment l'UFD — on y trouve, entre autres, le Parti social-démocrate nouvellement recréé, le Parti vert, le syndicat Podkrepa (1) et le mouvement Ecoglasnost — ne semble uni que par leur haine commune du PSB, n'offrant aucune réponse à la crise.

La situation politique actuelle est aggravée par les problèmes monumentaux légués par le régime de Jivkov. La disparition du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) ainsi que la réduction de l'approvisionnement en pétrole par l'Union soviétique ont frappé la Bulgarie de plein fouet. La crise du Golfe a aussi eu un profond impact : les coûts de l'énergie ont augmenté et, pire encore, le milliard et demi de dollars que l'Irak doit à la Bulgarie est bloqué.

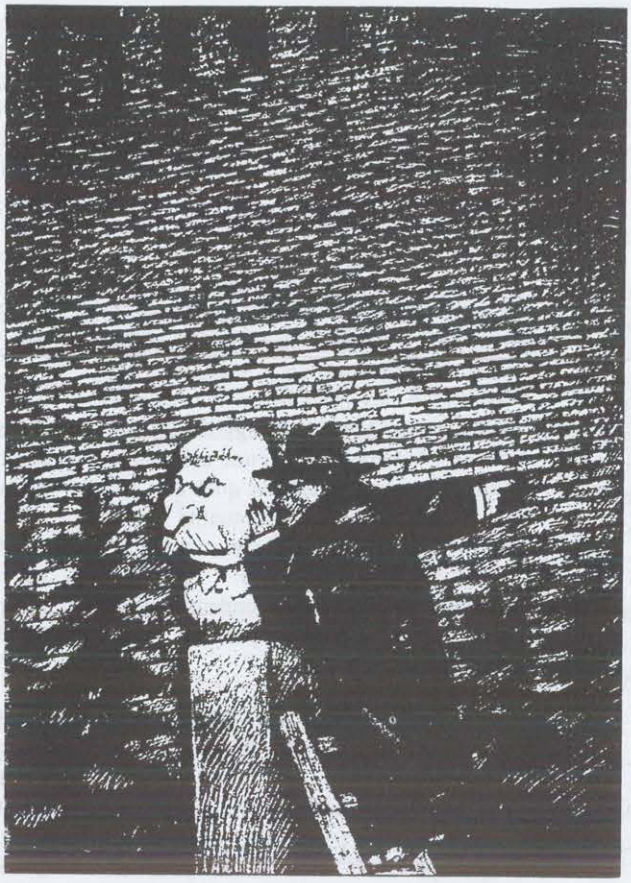
En mars 1990, le gouvernement a entrepris une démarche unique dans les pays

1) Podkrepa est sorti de l'UFD, début novembre 1990, car son président, Konstantin Trentchev, avait été jugé comme trop "radical" par la direction de ce front, à la suite de l'incendie du comité central du PSB, le 27 août 1990.

de l'ancien bloc de l'Est en déclarant un moratoire sur le paiement de la somme principale de sa lourde dette extérieure (12,6 milliards de dollars). Mais la productivité industrielle a continué de chuter, les entreprises manquant de capitaux après l'arrêt de l'aide extérieure et l'énorme déficit du budget.

Le Fonds monétaire international (FMI) vient enfin de donner son feu vert à l'entrée de la Bulgarie en son sein, ouvrant la porte à d'autres institutions occidentales qui proposent des prêts et des investissements (voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990).

Les immenses attentes politiques de la population après le départ de Jivkov ont été récompensées par le chômage, l'inflation galopante et le rationnement de tous les produits alimentaires de base. Les queues devant les magasins d'alimentation de Sofia commencent à ressembler à celles de Moscou. Des jeunes, des étudiants et des travailleurs donnent de plus en plus libre cours à leur frustration dans les rues.



La lutte pour le pouvoir entre le PSB et l'UFD constitue une fausse alternative politique pour la population. En fait, tous deux envisagent la libre entreprise comme la seule solution pour l'économie bulgare délabrée, même si leurs priorités et leur attitude vis-à-vis des avantages sociaux sont différentes. Ces deux forces ont des groupes de droite en leur sein, qui aimeraient profiter du marché libre et qui s'opposent à l'organisation indépendante des travailleurs. Les dirigeants de ces deux formations, de peur de voir leur popularité auprès des nationalistes bulgares diminuer, ont aussi rechigné à soutenir publiquement la minorité turque dans sa lutte pour retrouver les droits qu'elle avait perdu sous Jivkov.

Effervescence du mouvement ouvrier

Alors qu'au niveau parlementaire, les deux blocs politiques sont dans une impasse, des changements rapides et décisifs sont actuellement en cours dans le mouvement ouvrier.

Après la chute de Jivkov et la proposition du Parti communiste bulgare d'abandonner son monopole du pouvoir, une vague de grèves a traversé tout le pays — très souvent spontanées, autour de revendications salariales ou exigeant le départ des fonctionnaires communistes corrompus. On a compté environ 300 grèves entre décembre 1989 et mars 1990. L'une d'entre elles, dans l'aciérie Radomir, à une quarantaine de kilomètres de Sofia, était dirigée par des femmes qui conduisent les grues qui soulèvent les poutrelles d'acier. Elles ne demandaient pas de meilleurs salaires, mais une amélioration de leurs conditions de travail — ainsi que le licenciement du directeur, qui ne s'était jamais occupé de ce problème.

La nouvelle confédération syndicale indépendante, Podkrepa (*Soutien*) a appuyé ces mouvements avec succès et recruté nombre de leurs participants. Fondée en février 1989, avant la libéralisation, par un groupe d'intellectuels de Sofia, Podkrepa a connu une croissance fantastique et organise aujourd'hui environ 150 000 travailleurs dans tout le pays.

C'est aussi l'une des organisations fondatrices de l'UFD, où ses dirigeants ont la réputation d'être les anti-communistes les plus fervents et les plus favorables au marché de toute la coalition.

Pendant ce temps, les réformateurs issus de la base des anciens syndicats officiels en voie de désintégration rapide ont étonné les sceptiques en votant le remplacement de la vieille garde, en rompant tout lien avec le PSB et en refondant, en février 1990, la Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (CSIB). Dirigée par un ancien dissident, professeur de sociologie, Christio Pedkov, la Confédération est la seule en Europe de l'Est à avoir rompu tout lien avec l'Etat et à avoir démocratisé ses structures, tout en conservant environ 3 millions des 3,5 millions d'adhérents de l'ancien syndicat — soit plus de 80 % des salariés bulgares.

Selon Pedkov : *« Nous ne sommes pas des révolutionnaires. Mais nous croyons que des organisations de type syndical peuvent changer si l'on se débarrasse de la direction centrale, si l'on coupe les liens avec la dictature des communistes et si l'on a le soutien de la base. »*

Sous son impulsion, les postes de 50 % des anciens bureaucrates du syndicat ont été supprimés. Les conseils syndicaux municipaux et régionaux contrôlés par le PCB ont également disparu. A la place, des unions de branches locales ont été formées, qui sont davantage structurées sur des bases catégorielles que géographiques, les représentants de la CSIB servant de coordonnateurs entre les différentes branches de chaque région.

Négociations de conventions collectives

Dans trente villes, la CSIB vient de créer des centres d'aide syndicale. Chacun d'entre eux est dirigé par une petite équipe — un juriste, un sociologue, un économiste, un spécialiste de la santé et de la sécurité — qui conseille les travailleurs individuellement et soutient les branches lors de leurs négociations avec les directions de leurs entreprises. Les délégués de la première conférence annuelle des délégués de la Confédération, à la fin 1990, seront directement élus par les branches locales.

L'accord national sur les conventions collectives signé en mars 1990, et suivi par des accords similaires dans 20 % des usines, apparaît comme une victoire concrète de la CSIB. Bien qu'il existe des tensions entre leurs directions, la CSIB et Podkrepa ont négocié conjointement avec le gouvernement et le Syndicat des gestionnaires de l'économie la hausse des retraites (janvier 1990) et du salaire minimum (avril 1990), ainsi qu'un accord d'indexation sur l'inflation des salaires, des retraites et des allocations de chômage en octobre 1990.

Même si ce texte est appliqué par les différents gouvernements, l'on peut se demander si l'indexation réussira à suivre l'inflation galopante. En tout cas, tous ces accords représentent un acquis pour les

Un environnement dévasté

● L'atmosphère est polluée sur environ un quart du territoire, à des degrés allant de 1,5 à 120 fois plus que les concentrations maximales autorisées.

● 71 % des principaux fleuves sont durement touchés.

● 44 % des sols sont pollués, ce qui correspond à 69 % des terres cultivables et à 96 % des terres actuellement cultivées.

Ces chiffres catastrophiques émanent d'Ecoglasnost, le premier mouvement d'opposition bulgare, constitué en avril 1989, sur la base de la défense de l'environnement. Ecoglasnost est un front incluant des associations, des partis tels le Parti vert et des individus. Le 3 novembre 1989 (soit une semaine avant la destitution de Jivkov par ses pairs du Parti communiste), une manifestation appelée par ce mouvement avait réuni environ 4 000 personnes qui, outre des revendications écologistes, réclamaient la glasnost et la démocratie. ★

travailleurs et montrent la force croissante de leurs organisations syndicales indépendantes.

Non au "tout marché"

En juillet 1990, la CSIB a publié son propre programme économique alternatif, qui rejette la *« privatisation totale et rapide »* au profit d'une transition vers une économie mixte *« où un secteur d'Etat minimal coexiste avec d'autres formes de propriété : coopérative, municipale et privée »*. Ce projet prévoit une agence spéciale, contrôlée par l'Etat, chargée de surveiller la privatisation et la distribution d'actions de certaines entreprises aux travailleurs ; il souligne aussi la nécessité d'un plan de création de nouveaux emplois pour les personnes licenciées lors des restructurations économiques et de la fermeture d'industries dangereuses.

Pour Christio Pedkov, les risques immédiats qui menacent la Bulgarie, si elle s'aventure dans le monde de la libre entreprise sont constitués par la nomenklatura et les affairistes du marché noir qui profitent déjà de la privatisation de la propriété d'Etat. Christio Pedkov ajoute : *« Nous redoutons la colonisation de notre économie. L'investissement étranger sera le bienvenu, mais si, par exemple, des multinationales et de riches citoyens commencent à tout acheter, cela portera atteinte aux intérêts du pays. »*

Pedkov a également déclaré que la CSIB voulait sortir de l'impasse politique actuelle entre le PSB et l'UFD en créant un Parti "travailliste" social-démocrate — peut-être à l'exemple du britannique. Il possède sans aucun doute une autorité politique suffisante dans le pays pour mener à bien ce projet qui, s'il se concrétise, pourrait recueillir un appui populaire important en ce moment.

Bien que des forces socialistes existent tant dans le PSB que dans l'opposition, aucun courant ni organisation capable de diriger la gauche bulgare et de lutter pour une économie socialisée et planifiée centralement, sous le contrôle démocratique des travailleurs eux-mêmes, n'est apparu. Ainsi, la Bulgarie est confrontée à la perspective d'une austérité et d'un chômage draconiens, quel que soit son gouvernement. L'éventualité d'une rébellion sociale suivie d'une intervention militaire ne peut être écartée.

Quoi qu'il arrive, cependant, il semble probable qu'une opposition solide fera son apparition.

Le ras-le-bol des Turcs et des écologistes

La minorité turque de Bulgarie, forte d'un million de personnes, a formé son propre parti, le Mouvement pour les droits et la liberté, qui est apparu comme une force significative lors des élections de juin, remportant 23 sièges à l'Assemblée nationale. Ce mouvement ne demande pas l'autonomie des deux régions du nord-est et du sud-est du pays, où vivent la majorité des Turcs, mais s'oppose au nationalisme bulgare et lutte pour la restauration entière de ses droits culturels et religieux.

Jivkov avait d'abord joué la carte nationaliste en persécutant les 200 000 Turcs pratiquant l'Islam (les Pomaks). Ensuite, en 1985, il lança sa campagne de "bulgarisation" (2) contre l'ensemble de la communauté turque. La persécution a été telle qu'en juin 1985, 300 000 Turcs s'enfuirent de Bulgarie pour la Turquie.

Après la libéralisation, les manifestations et les grèves de la faim des militants turcs se sont intensifiées jusqu'en mars 1990, lorsque l'Assemblée nationale a voté une loi permettant à cette minorité de retrouver les noms qu'elle avait été forcée de modifier. Cependant, la communauté doit encore récupérer d'autres droits qu'elle a perdus — dont ses écoles et une université — et elle est encore sous le choc de la discrimination qu'elle subit.

De nombreux travailleurs turcs sont membres des syndicats bulgares, surtout de Podkrepa qui est très actif dans des régions où vivent de nombreux Pomaks. Mais les dirigeants de cette minorité pensent former leur propre syndicat si les intérêts des travailleurs turcs ne sont pas bien représentés.

Un autre groupe d'opposition important bénéficiant d'un appui massif (67 % de la population, selon un sondage récent) est le mouvement écologique Ecoglasnost. Avec 10 000 militants actifs rien qu'à Sofia, cette formation a attiré l'attention du monde entier sur la destruction catastrophique de l'environnement et la production industrielle dangereuse qui menacent la société et l'économie bulgares.

Les mines d'uranium ont pollué une partie de l'eau potable ; des usines pétrochimiques géantes ont empoisonné nombre de travailleurs et contaminé les produits agricoles ; environ 24 millions de mètres cubes de forêt ont été abattus ; les autorités n'ont, en outre, rien dit quand les retombées radioactives de la catastrophe de Tchernobyl ont commencé à atteindre la Bulgarie.

L'action directe caractérise Ecoglasnost : chaînes humaines, lobbies parlementaires, rassemblements et manifestations. Depuis les élections, ce mouvement peut s'exprimer à l'Assemblée nationale ; 18 députés de l'opposition au Parlement en sont membres, dont le dirigeant du mouvement, Petar Slabakov, un acteur bulgare connu.

Lors de discussions entre le gouvernement et les syndicats, les partisans d'Ecoglasnost ont demandé que les industries dangereuses soient fermées s'il est impossible de les réformer réellement ; que des plans soient réalisés pour embaucher leurs ouvriers ailleurs ; et que les firmes pétrochimiques occidentales arrêtent d'installer des usines en Bulgarie. Selon Petar Slabakov : *« Aujourd'hui, la Bulgarie a ouvert ses frontières et de nombreuses compagnies étrangères vont venir ici. Nous risquons d'être obligés de leur faire des concessions — la Bulgarie peut devenir une vaste usine chimique ! »*

La force oppositionnelle la plus importante, les travailleurs bulgares, retrouve sa combativité après des décennies passées sous le joug bureaucratique ; ils ont des revendications importantes et sont organisés (pour l'instant) dans des syndicats démocratiques. On peut donc espérer qu'ils seront en bonne position pour se défendre et lutter quand les "capitalistes rouges" locaux et les partisans étrangers du marché libre essayeront d'appliquer la politique du pire. ★

Octobre 1990

2) Cette campagne visait à effacer toute particularité nationale des Turcs de Bulgarie et passait, notamment, par la "bulgarisation" des noms de famille et prénoms d'origine turque.

Les collectifs de travailleurs et la privatisation

Le problème de la "désétatisation" — on parle souvent aussi, avec une ambiguïté voulue, de "privatisation" — provoque d'importants débats dans les différents soviets suprêmes des républiques et dans la presse soviétique. Cependant, sous le régime actuel de la glasnost "sélective" (plus flexible et bien plus efficace que la vieille censure), on entend rarement la voix des Conseils de collectifs de travailleurs (CCT), les organes d'autogestion instaurés par la loi sur les entreprises d'Etat de 1988 (1). La presse soviétique a quasiment passé sous silence la première conférence des CCT de toute l'Union, qui s'est déroulée dans le site industriel de Togliatti, en Russie, entre le 31 août et le 4 septembre 1990.

LE QUOTIDIEN officiel, *Tribune des travailleurs*, a reproduit la résolution de la conférence ; mais il s'agissait surtout d'une réponse à Nicolaï Travkin (2), le dirigeant du Parti démocratique, qui avait affirmé qu'il *« mangerait son chapeau »* si la grande presse publiait les textes de cette réunion, critiques envers le gouvernement. Les caméras du journal de la télévision nationale, *Vremia*, était également présentes, mais elles étaient apparemment venues pour filmer V. Yarin, un métallurgiste de la nomenklatura, membre du conseil présidentiel de Gorbatchev (3). Yarin a déclaré que ce dernier lui avait confié la mission d'organiser les représentants des CCT autour de lui et du conseil présidentiel. Mais, en l'absence de réactions positives au projet de Yarin, on comprend pourquoi la télévision soviétique n'a donné aucune information sur la conférence.

Riposte ouvrière

Cette réunion, la première de ce type (4), était convoquée pour riposter à la nouvelle loi sur les entreprises soviétiques, adoptée par le Soviet suprême de l'Union, le 4 juin 1990. En effet, cette législation met fin à l'élection du personnel d'encadrement et de direction, et ne mentionne même pas les CCT. Lors de son vote, elle a été justifiée officiellement par la nécessité de supprimer tous les obstacles sur la voie de la démocratisation et de la transition vers le marché. La conférence des CCT a qualifié cette loi d'antidémocratique, car elle serait dirigée contre l'autogestion et aurait pour but de renforcer le pouvoir arbitraire des directions d'entreprises et de l'administration.

David SEPPO

D'autres explications sont également apparues lors de la conférence. Selon certains, les CCT avaient été créés dans les entreprises d'Etat au début de la perestroïka, alors que l'idée de la privatisation n'avait pas encore fait son chemin ; ils ont joué un rôle positif dans le sens de la démocratisation, mais devraient maintenant céder la place à des formes plus "progressistes".

Bilan des CCT

En outre, ce n'est un secret pour personne que, très souvent, les CCT ont été créés à l'initiative des directions et ont servi de simples courroies de transmission. Pourquoi, alors, s'accrocher à des formes dépassées ? D'ailleurs, la nouvelle loi stipule clairement que les entreprises doivent être dirigées selon leur réglementation, établie par le ou les propriétaires. Donc, argumentaient certains, puisque les collectifs de travailleurs sont sur le point de devenir propriétaires, pourquoi faire tant de bruit autour de cette question ? Si le collectif qui détiendra l'entreprise juge utile d'avoir un CCT, il peut décider de le maintenir.

Mais, pour la majorité des délégués, la perspective d'hériter des usines "désétatisées" semble plus que lointaine. Ainsi, selon le programme du gouvernement de la République soviétique de Russie (le fameux "plan en 500 jours"), les nouveaux propriétaires seront des individus privés et des groupes de personnes ; il précise que les collectifs de travailleurs ne devraient détenir qu'une partie des actions, et ne constitueraient certainement pas la majorité des actionnaires. Ce seront les propriétaires, ou leurs fondés de pouvoir, qui dirigeront les entreprises, les travailleurs ne jouant, au mieux, qu'un rôle limité. Quant au dernier des programmes de réformes de Gorbatchev, il prévoit de nombreuses formes de propriété, y compris celle d'investisseurs étrangers mais il ne fait aucune mention de la propriété des collectifs de travailleurs, ni de leur rôle dans la gestion.

Certains délégués à la conférence ont accusé la loi de 1988 — qui contient des passages flous sur l'autogestion —

1) Les CCT sont élus par l'ensemble du personnel de l'entreprise. En revanche, les comités de travailleurs, apparus après la grève des mineurs de juillet 1989, sont élus uniquement par ceux qui ne font pas partie de la direction (et parfois seulement par les ouvriers). Voir *Inprecor* n° 311, 312, 315 et 316 des 15 et 29 juin, 28 août et 26 octobre 1990.

2) De tous les dirigeants de partis libéraux, Travkin est celui qui s'efforce le plus de courtiser les travailleurs. Il assiste régulièrement à d'importantes rencontres ouvrières, expliquant qu'il a travaillé dans la construction (en fait, il était cadre). Son message fondamental, l'anti-communisme primaire, ne lui a pas permis de gagner beaucoup de partisans parmi les salariés qui, pour l'instant, refusent d'entrer dans un quelconque parti politique. *Rabotchaya Tribuna*, 9 septembre 1990.

3) Depuis lors, Gorbatchev a annoncé son intention de dissoudre ce conseil, au rôle surtout symbolique, dont l'une des fonctions principales était de gagner les oppositionnels potentiels à sa politique. Dans le cas de Yarin, qui était le coprésident du Front uni des travailleurs (FUT) opposé aux libéraux, le succès de Gorbatchev semble complet. Yarin, qui bénéficie maintenant d'un appartement luxueux, de voyages à l'étranger et d'un salaire généreux (en plus de beaucoup d'honneurs officiels) appuie à présent sans réserves les politiques de son nouveau "maître". Le FUT, qui n'a guère progressé depuis sa fondation durant l'été 1989, a récemment exclu Yarin.

4) Les CCT qui ont envoyé des délégués représentaient environ 2 millions de travailleurs. A cause du système de représentation incomplet (dû aux limitations organisationnelles), la réunion a été baptisée "conférence". La prochaine rencontre, en décembre 1990, devrait être un congrès à part entière.

Un pas en avant

La conférence des Conseils de collectifs de travailleurs a décidé de prendre les mesures suivantes.

- La formation d'un comité d'organisation qui coordonnera les actions des CCT et des comités ouvriers des entreprises du pays, et qui aura toute autorité pour défendre les intérêts des collectifs de travailleurs devant le Soviet suprême et le gouvernement de l'URSS. Ce comité est mandaté pour organiser un Congrès des CCT et des comités de travailleurs de toute l'Union, en décembre 1990.
- Il est proposé aux CCT des entreprises d'étudier les documents de cette conférence et d'en soutenir les initiatives.
- Il est proposé aux commissions du Soviet suprême d'associer le comité organisationnel pour coordonner les activités des CCT et des comités ouvriers du pays, dans le but de faire un nouveau projet de loi sur les entreprises
- Il est proposé au Soviet suprême de l'URSS que ce nouveau projet de loi, qui aura pris en compte les propositions de cette première conférence centrale, soit soumis à la discussion de toute la population.
- Dans le cas où le Soviet suprême de l'URSS n'adopterait pas de loi sur les entreprises avec les modifications proposées, les collectifs de travailleurs se réservent le droit de réaliser d'autres actions, plus déterminées. ★

d'avoir encouragé l'"égoïsme de groupe" — moins de discipline et moins de responsabilités vis-à-vis des consommateurs (entreprises ou individus) — car certains collectifs auraient donné la priorité à leurs revenus, se souciant peu de comment ils les augmentaient.

Ces critiques ont un certain fondement. La loi de 1988 et les réformes l'accompagnant ont mis fin à la plupart des éléments de contrôle central sur les administrations et les entreprises, qui se sont alors retrouvées les mains libres dans un marché dominé par les monopoles. Poussés, tant par les idéologues libéraux que par les porte-parole officiels, à lutter pour leur "propre revenu", les CCT ont agi sous l'emprise de la rationalité typique du marché : ils ont augmenté les prix, en réduisant la production ou en délaissant la qualité, et ont souvent choisi les clients étrangers avec des devises fortes ou ceux capables de fournir des biens de consommation et de production rares, au détriment de leurs partenaires traditionnels.

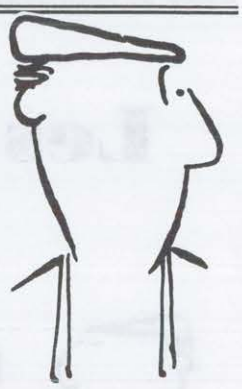
Mais, la plupart des délégués à la conférence a refusé d'attribuer ce dérapage à l'autogestion en tant que telle — qu'ils continuent pour la plupart à soutenir fermement —, accusant plutôt les conditions dans lesquelles elle a été introduite. Des orateurs ont expliqué que les directeurs d'entreprise étaient allés au Kremlin insinuer que l'élection des directions et de l'encadrement par les collectifs de travailleurs était la cause du désordre croissant de l'économie ; et ils y ont reçu un accueil compréhensif.

Si la conférence soutenait la nouvelle loi dans le sens de l'extension de l'autonomie économique des entreprises, elle a vigoureusement dénoncé ses attaques contre l'autogestion et le droit des travailleurs à élire les directions. Elle a donc demandé au Soviet suprême de l'URSS de suspendre la loi et de la revoir à sa prochaine session, tout en appelant les parlements des républiques à ne pas appliquer les passages concernant les directions et l'autogestion. *« Nous considérons que la limitation des droits et des pouvoirs des collectifs de travailleurs des entreprises d'Etat — concernant leurs attributions dans le domaine de l'autogestion — fera reculer le processus visant à supprimer les monopoles et à "désétatiser" les entreprises d'Etat, à faire des collectifs de travailleurs des propriétaires par des fonds communs de capitaux, des formes d'actionnariat ou d'achat, ou par le transfert gratuit des usines, ainsi que d'autres formes de gestion économique autonome. »*

Pavé dans la mare des "libéraux"

La conférence a demandé que les CCT eux-mêmes aient le droit de choisir la forme de propriété qui régira leur entreprise. En particulier, dans les secteurs d'Etat, les CCT pourraient avoir le choix entre se constituer en collectifs de propriétaires — sans rien payer — ou laisser les entreprises à l'Etat, mais en les dirigeant. En ce qui concerne le premier cas de figure, certains ont souligné qu'il faudrait payer pour les usines, car elles n'ont pas été construites par le collectif de travailleurs mais par la société toute entière et que, si le transfert était gratuit, les ouvriers n'attacheraient pas de valeur à leur nouvelle propriété.

Cependant, la majorité des délégués a rejeté ces arguments, surtout parce que les travailleurs manquent tout simplement de moyens pour racheter leurs usines. Comme pour les cas où l'administration resterait aux mains de l'Etat, la conférence était unanime pour dire que les cadres devaient être considérés comme des employés du collectif et travailler sous sa responsabilité.



La conférence a donc montré comment les travailleurs envisagent la "désétatisation", et les différences fondamentales qui existent entre les motivations des salariés et celles des libéraux dans le soutien aux réformes de marché.

De la main de velours à la main de fer

Les libéraux, dont le but suprême est la restauration d'un capitalisme "intégral" (avec un marché du travail et des capitaux) veulent établir des droits de propriété à part entière pour les entrepreneurs. De leur point de vue, l'autogestion et le transfert des entreprises aux collectifs sont des obstacles — il est, par exemple, évident que si les CCT étaient propriétaires ou géraient les entreprises, celles-ci ne pourraient être vendues. Les travailleurs, pour leur part, soutiennent la réforme de marché et l'autonomie des usines qui l'accompagnerait dans le sens où elles créeraient les conditions d'une réelle autogestion des collectifs. Il est clair que, pour l'instant, ils ne sont pas prêts à perdre leurs droits de propriétaires de l'économie (même s'ils ont été très formels durant les 70 dernières années).

Les travailleurs et l'ensemble de la population soviétique craignent de plus en plus que la désétatisation n'entraîne, dans la pratique, la transformation de leurs entreprises en propriétés personnelles des bureaucrates ; les liens étroits de ces derniers avec les affairistes de l'économie "parallèle" sont évidents pour tous (dans le langage courant, cette union est appelée la "mafia"). La mafia est très largement considérée comme le réel détenteur du pouvoir dans la société, or c'est à elle que les réformateurs libéraux s'adressent pour mener à bien la réforme de marché, ce que les travailleurs redoutent.

Les réformateurs, qui ont perdu leur passion initiale (mais certainement assez superficielle) pour la démocratie, essayent

maintenant de réduire les pouvoirs démocratiques que la perestroïka était supposée donner à la société et aux CCT. Parallèlement à l'abandon officiel de l'autogestion dans les entreprises, on assiste à la diminution des droits démocratiques au sein même de l'Etat (bien que ces deux principes aient toujours été très formels). De plus en plus souvent, ces démocrates de la veille invoquent la "main de fer" qui permettrait au gouvernement de réaliser les "mesures impopulaires" nécessaires. Gorbatchev exige, et obtient sans cesse, des pouvoirs exécutifs extraordinaires et va maintenant jusqu'à évoquer une dictature éventuelle (5).

Projet tenu secret

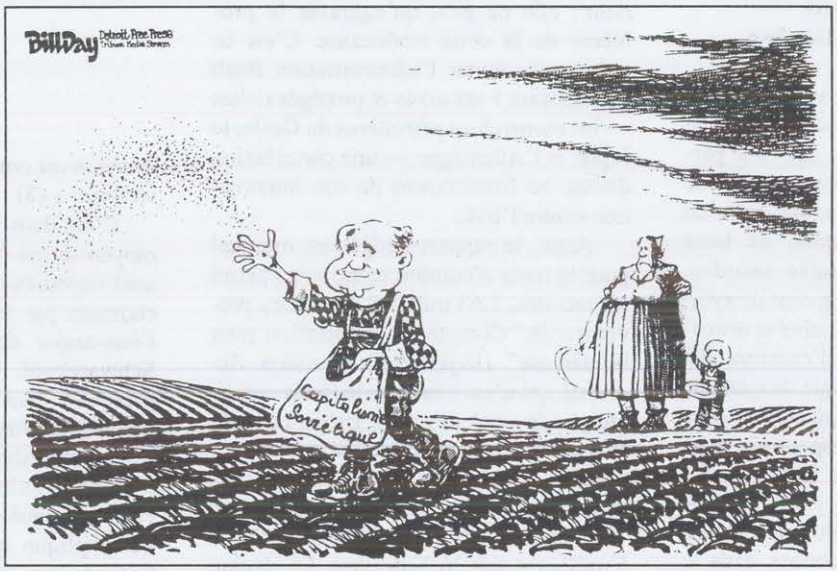
Une semaine après le vote de la nouvelle loi sur les entreprises, les travailleurs de la principale chaîne d'assemblage de l'usine d'automobiles Volga ont adopté une résolution : « [Nous] *sommes profondément attristés par le fait que, le 13 juin 1990, le Soviet suprême de l'URSS a adopté en secret une loi sur les entreprises en URSS, sans même avoir publié auparavant un avant-projet dans la presse, qui aurait été soumis à la discussion des collectifs de travailleurs. Il s'agit d'une énorme provocation contre les salariés de ce pays : une loi concernant les intérêts de chaque collectif de travail a été votée sans prendre en compte les opinions des travailleurs eux-mêmes* » (6).

De même, sans jamais demander l'avis des CCT, des directeurs transforment les entreprises en compagnies par actions ; les font entrer dans des "holdings" ; et créent des banques avec les fonds des entreprises. Ils n'essayent même pas d'expliquer le but de ces opérations à leurs employés et ces derniers, à juste titre, ont tendance à imaginer le pire. La création, par les directions, de "mini-coopératives" et de fausses *joint-ventures* pour pouvoir vendre des matières premières est aujourd'hui très répandue. Tout ceci se fait derrière le dos des travailleurs, qui voient dans ces opérations un moyen de transférer les fonds de l'Etat et des entreprises aux mains de la "mafia".

Ceci est apparu en partie dans la résolution de la conférence : « *Il est impossible de permettre la transformation des administrations en "holdings" et que ceux-ci jouent le rôle de créanciers, tout comme la transformation des sociétés d'Etat en compagnies par actions.* »

Conflits sociaux à l'horizon

La conférence a montré que la "privatisation" (accompagnée de l'aggravation des pénuries, de l'inflation et du chômage) risque de devenir la principale source d'affrontements sociaux et politiques dans les mois à venir.



Quelques heurts autour de cette question sont déjà apparus. A Léningrad, en 1989, les travailleurs d'une usine d'équipements industriels se sont mis en grève quand ils ont appris que la direction avait gaspillé tout l'argent de l'entreprise en faisant des combines avec une "mini-coopérative" qui, elle, n'avait pas rempli son contrat. A Zélénograd, près de Moscou, la police a dû intervenir, en octobre 1990, quand des citoyens et des salariés en colère ont protesté contre la décision du Soviet local qui, sans consulter la population ni les 130 employés, a décidé de vendre un magasin d'alimentation récemment rénové à une coopérative — les réparations avaient coûté 460 000 roubles à l'Etat, soit le double du prix offert par la coopérative (7).

D'un point de vue socialiste, la conception économique issue de la conférence des CCT est ambiguë ; elle a des tendances anarcho-syndicalistes qui peuvent servir de base tant à une restauration capitaliste éventuelle qu'à la construction d'une économie socialiste basée sur l'autogestion — tout dépend de si l'accent est mis sur le marché ou sur le pouvoir des travailleurs. Quelques signes indiquent que, parmi les salariés, l'enthousiasme pour le marché sans entraves diminue. Cette conférence a, par exemple, jugé nécessaire de demander aux collectifs de travailleurs « *de ne pas faire preuve d'égoïsme en résolvant les problèmes économiques sur le dos de leurs partenaires* ».

Lors du Congrès des mineurs, dans le Donetsk, à la fin octobre 1990, l'inquiétude pour l'avenir de la branche, si les mécanismes du marché étaient instaurés, a été constamment évoquée, surtout par les délégués du Donbass, confrontés au spectre du chômage de masse. Mais le fait est que les travailleurs n'ont pas encore formulé une alternative, et ne font pas le lien entre les attaques contre l'autogestion et la "radicalisation" des réformes de marché.

Il est peut-être bon également de rappeler que le programme initial de Solidarité, en Pologne, assignait une place importante à l'autogestion, et que les libéraux soviétiques eux-mêmes ont, à l'origine, développé cette idée pour préparer le terrain idéologique à la restauration. Cependant, la conférence a montré, qu'hormis les difficultés économiques "objectives", une restauration capitaliste en Union soviétique devra surmonter des obstacles majeurs. ★

28 novembre 1990

Erratum

Dans *Inprecor* n° 317 du 26 octobre 1990, deux petites coquilles se sont glissées dans l'article "Voix de Léningrad".

● Page 18, dans la réponse de Sacha, il fallait lire « *500 000 habitants* » et non « *50 000* ».

● Page 19, le dernier intervenant n'est pas Sacha, mais Piotr, ancien membre de l'Armée rouge.

5) Le 4 décembre 1990, Gorbatchev a obtenu l'approbation du Soviet suprême pour appliquer sa réforme du pouvoir central. C'est désormais lui qui proposera son candidat au poste de Premier ministre et désignera le Vice-président. Le gouvernement, réduit et baptisé "cabinet des ministres", sera directement aux ordres du président et devra répondre devant lui et le Soviet suprême — et plus devant le congrès.

6) *Sobstvennoe Mnenie* n° 7, 1990.

7) *Sovietskaya Rossia*, 6 novembre 1990.

Qui veut
fait mine
la

La proposition faite par George Bush, le 3 son secrétaire d'Etat, James Baker, à Bagd Saddam Hussein a paru d'autant plus surpr mois de novembre lourd en préparatifs de g Tandis que, de son côté, Bagdad annonçait, de tous les otages, le déclenchement d'une g Etats-Unis n'a pourtant jamais paru aussi pr

Sal

TROIS SEMAINES auparavant, Washington annonçait un renforcement considérable des forces américaines, déjà impressionnantes, déployées sur le terrain des opérations. Leurs effectifs passeront de 230 000 soldats, début novembre, à 430 000 en janvier 1991, auxquels il faut ajouter une centaine de milliers de soldats des troupes arabes, européennes ou autres. Les 200 000 combattants supplémentaires, dont une partie appartient à la Garde nationale, devaient, à l'origine, assurer la relève. Il était prévu d'organiser une rotation, indispensable pour un stationnement prolongé et seule compatible avec une stratégie "pacifique" d'étranglement par voie de blocus.

Renforcement du dispositif militaire

L'administration Bush a tout simplement transformé les troupes de relève en renforts, semant le désarroi dans une partie de la hiérarchie militaire prise de court. Les pontes du Pentagone sont, en effet, inquiets pour le moral de leurs hommes stationnés en Arabie saoudite, qui éprouvent de moins en moins de sympathie pour leurs hôtes puritains et obscurantistes. Ils ont, en outre, d'énormes difficultés à assurer la logistique du quart de million de soldats déjà sur place, déployés en un temps record en comparaison avec celui qu'il avait fallu aux forces américaines au Viet-nâm entre 1961 et 1969. Le Pentagone utilise déjà plus de cent cargos pour ravitailler ses troupes dans le Golfe, région qui importe elle-même la quasi-totalité de la consommation alimentaire de ses habitants.

Fin novembre, la presse américaine apprenait que les renforts en effectifs allaient être accompagnés d'un accroissement important de la force de frappe aérienne. Le nombre total des appareils de l'US-Air Force et de la marine disponibles dans la région du Golfe passera de 1 600 à 1 900 unités. Les 300 appareils supplémentaires comprendront un deuxième escadron de bombardiers "invisibles", les F-117 Stealth, l'avion le plus cher et le plus sophistiqué de la panoplie nord-américaine. De plus, *« les unités de soutien au sol des forces aériennes ont commencé à stocker des pièces de rechange et des munitions adéquates pour la réalisation de plusieurs centaines de sorties de combat par jour »* (1).

Aux problèmes de logistique, il faut ajouter le surcroît de dépenses militaires que tout cela représente, pour un Etat déjà fortement endetté (6 000 milliards de dollars). Pour 1991, Bush a déjà prévu un déficit budgétaire record de 254 milliards de dollars ! Pour le seul mois d'octobre 1990, avant l'envoi des nouveaux renforts, les dépenses militaires prélevées sur le budget ont dépassé 24 milliards, marquant une progression de 17 % par rapport à septembre (20,5 milliards) (2). On est loin de la réduction du déficit budgétaire fédéral de 50 milliards, promise dans le climat de réduction des dépenses militaires sur fond de désarmement, qui régnait avant l'invasion du Koweit par Saddam Hussein.

Certes, cette débauche de moyens garde une rationalité économique : elle vise à épargner les affres de la récession au secteur militaire et paramilitaire, dont le poids est décisif dans l'économie des Etats-Unis. Mais elle dépend, dans une très large mesure, d'un financement extérieur ; elle ne peut qu'aggraver le problème de la dette américaine. C'est ce qu'a voulu éviter l'administration Bush en imposant à ses alliés et protégés riches — les monarchies pétrolières du Golfe, le Japon et l'Allemagne — une contribution directe au financement de son intervention contre l'Irak.

Ainsi, le rapport budgétaire mensuel pour le mois d'octobre mentionne, parmi les recettes, 1,63 milliard de dollars provenant du "Compte de coopération pour la défense" *(Defense Cooperation Account)*, qui n'est autre que le fonds constitué par le pool des pays riches engagés aux côtés de Washington. Mais ce complément de recettes couvre moins du tiers des dépenses supplémentaires d'octobre 1990 par rapport à octobre 1989 (près de 5 milliards, soit 26 % de plus). Le résultat est donc un déficit record prévu pour 1991, c'est-à-dire l'aggravation d'un problème qui pèse très lourd sur l'économie mondiale, et par rapport auquel l'insolvabilité du tiers monde n'a rien de comparable.

Toutes ces considérations expliquent pourquoi la stratégie du blocus de longue haleine, les "sanctions" selon l'euphémisme en vigueur, est de fait une option exclue par Washington.

Quand les officiels nord-américains expriment leur conviction que l'embargo ne suffira pas à faire reculer Saddam Hussein, c'est en fait de l'impossibilité pour les Etats-Unis de poursuivre leur effort actuel sur le long terme qu'il s'agit. C'est ce qu'exprimait plus franchement Henry Kissinger dans sa déposition devant le Comité des services armés du Sénat américain : *« La présence d'une large force exerce une pression sur Saddam Hussein, mais il est également plus difficile de la maintenir pour une période indéfinie. Et c'est pourquoi nous devrons prendre une décision au cours des quelques mois qui viennent »* (3).

C'est dans l'esprit d'une opération à moyen terme que les nouveaux renforts sont expédiés. Leur taille a été fixée en commun par le général Powell, chef de l'état-major des armées, et le général Schwarzkopf, commandant des forces présentes dans le Golfe. Cette décision correspond aux besoins d'une "force de frappe offensive" *(offensive punch)*, selon la formule utilisée par Bob Woodward, le célèbre enquêteur du *Washington Post*, qui explique que : *« L'objectif politique fixé par le président Bush était* "d'éjecter l'armée irakienne hors du Koweit". *La tâche militaire serait en conséquence de réaliser cet objectif rapidement et avec un minimum de pertes, ce qui implique une puissance de feu massive »* (4).

« Décapiter l'ennemi »

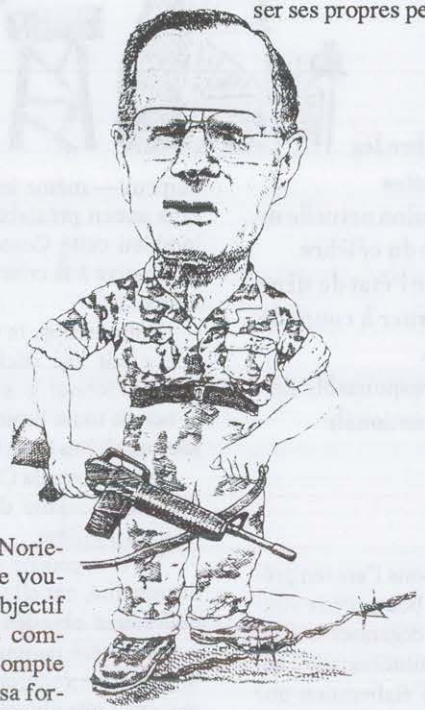
Selon Woodward, le général Powell et le secrétaire à la Défense, Dick Cheney, sont les tenants de la nouvelle doctrine militaire du Pentagone, mise en pratique lors de l'invasion du Panama, en décembre 1989 (5) ; ses éléments, toujours selon le journaliste du *Washington Post*, sont les suivants : *« Secret,* "décapitation" *symbolique de la direction ennemie, et choc écrasant de la force de combat qui devrait être tellement formidable qu'il s'avérerait invincible. Cette doctrine représente une réaction contre le gradualisme du Viet-nâm. »*

Plus précisément, dans le cas spécifique de la confrontation avec l'armée irakienne, qui est autrement plus puissante

la guerre
e préparer
aix

ovembre1990, d'envoyer
our un "face à face" avec
ıte qu'elle concluait un
re, militaires et politiques.
6 décembre, la libération
re annoncée par les
ne.

JABER



que ne l'était celle de Noriega, la Maison Blanche voudrait atteindre son objectif avec le minimum de combats terrestres. Il compte d'abord et surtout sur sa force de frappe aérienne, et prévoit *« des jours — et peut-être des semaines — de bombardement aérien intense, ininterrompu, destiné à détruire les défenses aériennes irakiennes, pulvériser les fortifications terrestres, et terroriser et démoraliser les troupes irakiennes »* (6).

Dans son édition du 10 décembre, *Newsweek* décrit plus en détail ce plan des généraux américains : *« L'offensive commencera par un bombardement aérien massif. A l'heure H, les avions militaires élimineront les défenses aériennes et les missiles à tête chimique irakiens, pointés sur Israël, ainsi que les liaisons de commandement de Saddam avec ses forces armées. Les sorties ultérieures viseront à détruire l'aviation irakienne à terre et dans les airs, et à pilonner les fortifications des troupes irakiennes. L'US-Air Force croit pouvoir détruire la moitié des forces de Saddam en une semaine. A Bagdad, les quartiers généraux de Saddam devront être détruits. Mais, en général, les objectifs civils et l'industrie non militaire seront épargnés. Au Pentagone, les stratèges militaires croient que Bush ordonnerait une pause des bombardements après plusieurs jours, pour donner à Saddam la possibilité de se rendre. »*

C'est alors, selon les plans élaborés à Washington, qu'interviendraient les forces terrestres au Koweit. Toujours selon *Newsweek*, l'assaut sera frontal et terrestre, après que l'option d'attaque aéroportée et navale par les flancs se soit avérée impraticable (les exercices de débarquement des *marines* en Arabie saoudite ont été lamentables). Washington préférerait — pour des raisons politiques, mais, aussi et surtout, pour minimiser ses propres pertes en vies humaines — que les troupes égyptiennes et saoudiennes jouent un rôle prépondérant dans l'offensive terrestre. Celles-ci sont cependant peu enthousiastes à cette idée, et peu fiables militairement. Tout dépendra donc de la phase aérienne, l'idéal pour le Pentagone étant qu'elle suffise à acculer Saddam Hussein à la reddition, provoque son renversement, ou entraîne tout au moins la démoralisation et la débandade de ses troupes, peu enclines à aller une nouvelle fois au massacre pour un résultat nul comme dans la guerre contre l'Iran.

Mascarade de paix

Pour compléter les préparatifs de guerre, la Maison Blanche a mis le paquet pour obtenir le feu vert du Conseil de sécurité des Nations-Unies pour son action militaire, le 29 novembre 1990. La date limite du 15 janvier 1991 pour le retrait irakien du Koweit correspond parfaitement au délai dont a besoin Bush pour acheminer les nouveaux renforts et préparer l'offensive. C'est dans ce contexte global qu'il a fait son offre de discussion le 30 novembre, et c'est ainsi qu'il faut l'interpréter.

En fait, le président américain est confronté, depuis septembre, à une érosion continue du soutien à sa politique belliqueuse aux Etats-Unis mêmes. Au cours du seul mois de novembre, il a subi une série de revers politiques avec, entre autres, la résolution unanime du Conseil national des Eglises demandant le retrait immédiat du gros des forces américaines de la région du Golfe (sauf celles nécessaires à l'embargo, à condition qu'elles agissent sous le drapeau de l'Organisation des Nations-Unies) ; puis les déclarations anti-guerre de nombreux généraux à la retraite et autres experts militaires, témoignant devant le Comité des services armés du Sénat. Ceci survenait après un mois d'octobre marqué par l'offensive politique des partisans arabes et mondiaux d'une solution de compromis qui permettrait à Saddam Hussein de se retirer sans perdre la face (7).

Bush devait agir sans perdre de temps : il devait à la fois démontrer qu'il ne désire pas la guerre et qu'il la ferait en prenant toutes les assurances pour qu'elle se déroule dans les meilleures conditions possibles pour son armée. Il lui fallait répondre ainsi aussi bien à ceux qui lui reprochaient de ne pas explorer réellement les chances d'un réglement sans effusion de sang, qu'à ceux qui l'accusaient de prendre à la légère la guerre contre l'Irak et de sous-estimer les forces de ce pays. D'où, à la fois, l'envoi de renforts conçu selon la doctrine de la supériorité écrasante et foudroyante, et l'offre de discussion.

Certes, Bush espère ardemment que Saddam Hussein capitulera devant la menace qui s'alourdit, lui épargnant une guerre qui reste très risquée, en dépit des plans du Pentagone. L'exigence minimale de Washington est que le dictateur irakien retire ses troupes du Koweit sans contrepartie, ce qui implique que celui-ci se soumette entièrement à la volonté des Etats-Unis et de leurs alliés, puisqu'il n'aurait pas les moyens financiers d'assurer autrement la survie de son régime. Même en pareil cas, comme l'affirmait Dick Cheney dans une interview télévisée : *« Nous serions encore en présence d'un Irak disposant d'un énorme potentiel militaire, ayant démontré un désir de développer des armes nucléaires et des missiles balistiques. Il serait important que la communauté internationale élabore un ensemble de sanctions visant spécifiquement ces technologies »* (8).

Cependant, si Saddam Hussein ne capitule pas, ce qui est loin d'être certain étant donné son palmarès en la matière, ce sera la guerre. Dans son discours du 30 novembre 1990, Bush déclarait à l'opinion publique américaine : *« Je vous assure que si l'action militaire devait être requise, ce ne sera pas un autre Viet-nâm. Ce ne sera pas une guerre prolongée. »* Les plans de ses généraux ressemblent plus, en effet, à un autre Hiroshima. ★

6 décembre 1990

1) *International Herald Tribune*, 1er-2 décembre 1990.
2) *The Wall Street Journal Europe*, 26 novembre 1990.
3) Cité dans *Newsweek*, 10 décembre 1990.
4) *International Herald Tribune*, 3 décembre 1990.
5) Voir *Inprecor* n° 300 du 12 janvier 1990.
6) *International Herald Tribune*, 1er-2 décembre 1990.
7) Voir *Inprecor* n° 317 du 26 octobre 1990.
8) *International Herald tribune*, 3 décembre 1990.

L'heure des urnes

Lors des élections qui ont porté Cesar Gaviria à la présidence de la Colombie, en mai 1990, 90 % la population en âge de voter avait manifesté sa volonté de voir se réunir une Assemblée constituante, parvenant à imposer cette revendication au gouvernement. Le 9 décembre 1990, les Colombiens sont appelés aux urnes pour en élire les députés — Gaviria a même été contraint de laisser des places vacantes pour les représentants des groupes de guérilla. En effet, la Constitution actuelle de la Colombie, vieille de 100 ans, a passé plus de 36 ans sous le coup du célèbre article 121 qui permet de suspendre les lois en vigueur, de décréter l'état de siège en cas de guerre ou d'"agitation interne" ; le président peut gouverner à coups de décrets dits "obligatoires" qui font fi des attributions du Parlement.
***Inprecor* a rencontré Felipe Martinez, membre de la direction et responsable des relations internationales de l'Union Camiliste-Armée de libération nationale (UC-ELN, voir *Inprecor* n° 309 du 18 mai 1990).**

INPRECOR : Depuis l'élection présidentielle, l'ensemble de la gauche colombienne mène une campagne pour la convocation d'une Assemblée nationale constituante avec l'appui du mouvement populaire. Pourquoi ? Quelle est l'attitude du gouvernement ?

Felipe MARTINEZ : Depuis 1984, certains secteurs du mouvement armé et populaire avancent cette proposition ; avec l'aggravation de la crise institutionnelle du pays, cette idée est devenue très populaire. Début 1990, le mouvement étudiant a lancé une campagne pour expliquer que le pays avait besoin d'un "accord social" et devait élire une Assemblée constituante. Au début, la bourgeoisie et les partis traditionnels ont refusé ; face à l'écho de cette revendication, ils l'ont reprise à leur compte dans le cadre de leur projet de modernisation de l'Etat (celui-ci connaît une crise profonde, comme en témoigne le phénomène du *narcotrafico*).

Lors des élections de mai 1990, cette initiative a été soumise aux électeurs (on leur demandait d'inclure un bulletin supplémentaire dans l'urne, pour la Constituante) recueillant un million et demi de voix, soit plus que n'importe quel candidat !

Aujourd'hui, c'est devenu un enjeu de bataille entre, d'un côté, la gauche et le mouvement populaire et les partis bourgeois de l'autre ; le débat porte sur le contenu, les limites et surtout la légitimité de la Constituante.

Les manœuvres gouvernementales avaient déjà commencé sous l'ancien président Virgilio Barco ; la bourgeoisie voulait détourner le projet et organiser une assemblée nationale "constitutionnelle" qui n'aurait pas pour tâche l'élaboration une nouvelle Charte, mais seulement la modification de l'ancienne dans le sens de ses intérêts (en ne touchant, par exemple, qu'au Parlement ou au fonctionnement de la Justice).

Le nouveau cabinet de Gaviria a tenté d'imposer un accord minimum entre les partis traditionnels (le Parti conservateur et le Parti libéral) et les nouveaux venus (le Mouvement de salut national et le M-19), pour tenir des élections le 9 décembre 1990, qui devraient décider de la convocation d'une Constituante qui ne toucherait surtout pas aux problèmes sociaux et qui limiterait la participation populaire au profit d'un accord entre les formations politiques. En Colombie, l'emprise de la population sur la vie politique est très limitée : il est très difficile de remplir les conditions légales pour être éligible, et le gouvernement refuse d'imprimer de nouvelles cartes d'électeur (des millions de Colombiens, qui n'avaient pas voulu voter ces dernières années, pour marquer leur rejet du système, se verront ainsi privés du droit de vote).

En riposte à cela, le mouvement populaire a convoqué une "Assemblée nationale pour la Constituante" qui s'est prononcée pour une Chambre démocratique, populaire, souveraine et autonome qui soit habilitée à travailler sans restrictions, et à laquelle tous les secteurs sociaux participent — même le mouvement armé —, sans aucun préalable. Pour le peuple colombien cette Constituante doit être une alternative à la crise des institutions traditionnelles.

Entre temps, la Cour suprême de justice a fait une déclaration ; elle déclare constitutionnel le scrutin du 9 décembre et bannit toute limitation qui serait imposée aux tâches de la Constituante.

Ainsi, toute la Constitution sera discutée ; la nécessité d'une nouvelle Charte devient légitime.

La bourgeoisie est terrorisée par cette éventualité, car elle ne voulait surtout pas que soient abordés des sujets comme la souveraineté nationale, l'armée, les conditions d'extradition, les droits de l'homme, etc. ; elle invoque déjà le "chaos institutionnel" et "les menaces" qui pèseraient sur le pays !

Les différents secteurs de gauche — l'Union patriotique, dirigée par le PC, le M-19 et A Luchar — sont prêts pour le scrutin du 9 décembre, alors que la formation de Gaviria, le Parti libéral, a été incapable de se mettre d'accord sur une seule liste.

◆ ***Comment participe la guérilla au processus de la Constituante ?***

Les organisations armées regroupées dans la Coordination guérillera Simon Bolivar soutiennent cette revendication du mouvement populaire, tout en la situant dans le cadre d'un possible accord de paix avec le gouvernement.

Le Ve sommet de la Coordination, en avril 1990, avait déjà fait une proposition de négociation aux autorités, qui était liée à la discussion d'une nouvelle Constitution et à sa participation à l'Assemblée qui l'élaborerait.

Le Commandement général de la Coordination était prêt à participer à la Constituante, mais le gouvernement, lui, met comme condition préalable sa démobilisation.

En ce qui nous concerne, nous jugeons que la discussion ne porte absolument pas là-dessus.

◆ *L'ELN a fait des propositions de négociations au gouvernement, sur quoi portent-elles?*

Nous voulons des négociations publiques, en présence d'observateurs internationaux ; elles doivent d'abord traiter des droits de l'homme, du rôle de l'armée, de la participation des militaires au trafic de drogue et des bandes para-militaires — qui jouissent d'une totale impunité alors qu'elles sont coupables de disparitions, de tortures, d'assassinats, de massacres, etc. L'exigence d'une démobilisation unilatérale et exclusive du mouvement armé est totalement irréaliste ; toute discussion sur les armes ne peut être que la conclusion de réels accords et cela ne concerne pas la seule guérilla : il faut aussi parler de l'armée et des 150 000 fusils qui sont entre les mains de "civils" (dix fois plus que toutes les forces révolutionnaires ensemble !).

Nous pensons aussi qu'il faut reconstruire un consensus social avec la participation de tous les secteurs : c'est à ce niveau que la nouvelle Constitution peut devenir une base pour la paix.

Enfin, toute nouvelle Charte et tout accord sur les droits de l'homme ne peuvent se faire sans un nouveau gouvernement, et donc sans une discussion sur son programme économique, politique et social. Ce n'est que si on parvient à des accords sur ces trois points qu'existeront de nouvelles conditions nationales, permettant de discuter du devenir des armes.

◆ *Que pensez-vous de l'évolution du M-19, de sa démobilisation-reddition, puis de sa participation au gouvernement (son ancien candidat à la présidence est ministre de la Santé) ? Son exemple peut-il influencer le reste du mouvement armé ?*

Il faut refaire un peu d'histoire pour comprendre comment on en est arrivé là. La Coordination Simon Bolivar était constituée, au départ, par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, proches du Parti communiste), l'Armée populaire de libération (EPL, d'origine maoïste), le M-19 et l'ELN ; elle a atteint son apogée en 1987 et 1988 alors que le mouvement populaire était très fort et que l'unité de la guérilla avançait ; la bourgeoisie a eu très peur.

A partir de 1988, le gouvernement Barco a mis sur pied une stratégie contre-insurrectionnelle cohérente et qui a marché, en combinant la sale guerre contre le mouvement populaire (avec l'aide de l'armée et par des alliances avec les trafiquants de drogue) ; la guerre ouverte contre la guérilla (avec de nouveaux corps d'élite et la logistique que les Etats-Unis lui avaient remis, sous prétexte de lutter contre la drogue) ; et des propositions de paix et de démobilisation à l'égard de certains groupes, tout en essayant de saper notre base sociale.

Mais la Coordination n'avait pas assez avancé autour d'accords stratégiques, se limitant à passer des compromis tactiques. La proposition de Barco, en septembre 1988, visait surtout le M-19 qui était en pleine crise politique et militaire et lui proposait une issue honorable. La Coordination a pris ses distances par rapport aux positions de cette organisation ; elle jugeait que le M-19 se rendait avec armes et bagages sans obtenir grand chose en échange.

Le processus de paix en Colombie ne peut sûrement pas se construire de façon si simpliste, sur la base de la seule démobilisation du mouvement armé et la voie choisie par le M-19 n'est sûrement pas un exemple pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

◆ *Pensez-vous que la nouvelle situation internationale ait pesé sur la décision du M-19 ?*

Il est vrai que le contexte international, et surtout les événements de ces derniers mois à l'Est, imposent de nouvelles conditions de lutte (mais, en ce qui nous concerne, nous ne devons pas perdre de vue les caractéristiques spécifiques de la Colombie, ses structures, etc.) ; c'est dans ce cadre que nous abordons le processus de négociations avec le gouvernement.

◆ *La Coordination Simon Bolivar continue. Quelles forces y trouve-t-on et avec quel niveau de collaboration ?*

La Coordination est formée actuellement par les FARC, l'UC-ELN (les plus grosses forces et les plus représentatives) et la minorité de l'EPL (la majorité est en train de déposer les armes). Lors de notre dernière réunion, nous avons décidé d'avancer dans la formation d'une armée unique ; nous nous coordonnons aussi pour le travail de masse dans certaines zones, ce qui a renforcé et unifié le mouvement paysan, et le travail dans les quartiers, débouchant sur des manifestations ou des grèves. Nous cherchons ensemble une issue politique, et même idéologique, commune à la crise. Aujourd'hui, il faut avancer dans l'organisation d'un mouvement politique large.

◆ *L'ELN a déclaré qu'elle voulait sortir des zones rurales, où elle travaille depuis des décennies, et s'ancrer davantage dans les villes.*

En 1989, l'UC a tenu son congrès ; nous avons tiré un bilan clair ; s'il est vrai que nous avons un poids stratégique en zone rurale, notre influence en ville stagne et même recule. Maintenant, nous devons dégager plus de cadres pour renforcer notre travail urbain. Cette carence, est en partie due à une analyse figée de la réalité de la Colombie ; nous n'avons pas bien mesuré les conséquences de l'urbanisation et de l'industrialisation ; l'ELN est toujours marquée par les formes de lutte des années 60. Aujourd'hui, il faut "urbaniser" l'organisation, nous devons construire des bases révolutionnaires dans les villes. Cela passe par la reconnaissance des nouveaux mouvements sociaux, par une politique plus ouverte, par une révision de nos formes de lutte, et par un élargissement de notre politique d'alliances : ces problè-

mes concernent, en fait, toute la gauche colombienne.

◆ *Etant donnés les liens qui existent entre les FARC et le Parti communiste, pensez-vous que la politique de négociations des conflits régionaux de Gorbatchev modifie leurs choix ?*

Nous vivons tous une phase de transition ; c'est un moment difficile, il y a beaucoup de choses à revoir, et il règne une grande confusion. Beaucoup d'organisations ne survivront pas à cette étape, de nouvelles surgiront, tout comme de nouveaux accords et de nouvelles alliances. Le cycle politique ouvert par la crise à l'Est n'est pas fini, nous traversons, pour ainsi dire, une étape de "fondation" : il faut construire de nouveaux projets, de nouveaux modèles, relire et recréer, à bien des égards, la théorie révolutionnaire en Amérique latine.

Les FARC, mais aussi l'ensemble de la gauche colombienne sont partie prenante de ces événements.

L'Union camiliste a changé depuis cinq ou six ans ; nous sommes aujourd'hui plus ouverts et plus pluralistes. Notre politique unitaire dans la Coordination et les négociations avec le gouvernement prouvent que nous savons nous adapter à la réalité.

◆ *L'Union camiliste-Armée de libération nationale est très marquée par ses liens avec le mouvement chrétien...*

Nous sommes historiquement très influencés par la présence des chrétiens dans nos rangs, non seulement parce que c'est dans l'ELN que le prêtre Camilo Torres s'est battu et est mort, en 1967 (devenant un des précurseurs de l'engagement de la théologie de la libération), mais parce que nous sommes le lieu naturel de radicalisation des chrétiens, qui forment notre base essentielle (les paysans). Avec l'apparition des Communautés chrétiennes de base la participation de ce secteur dans l'UC est devenue massive.

Cela a eu des incidences sur notre histoire, mettant en valeur le rôle de l'individu et préservant nos capacités d'autocritique ; nous croyons être de ceux, en Amérique latine, qui ont le plus profondément analysé leur passé.

Comme le disait si bien le Che, la religiosité est une partie importante de l'identité de nos peuples, elle doit être prise en compte par le projet révolutionnaire. ★

Propos recueillis par Cecilia Garmendia
15 novembre 1990

L'offensive anniversaire

Le 11 novembre 1989, le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) lançait une offensive générale, parvenant à entrer et à occuper des parties significatives de la capitale, San Salvador (voir *Inprecor* n° 298 du 27 novembre 1989). Le gouvernement d'extrême droite d'Alfredo Cristiani ripostait en bombardant les quartiers populaires et en massacrant des dizaines de civils, dont six prêtres jésuites ; mais il était aussi contraint d'engager des négociations avec les révolutionnaires, sous l'égide des Nations-Unies (voir *Inprecor* n° 311 et 317 des 15 juin et 16 octobre 1990).
Un an après, le 20 novembre 1990, le FMLN vient de réaliser des opérations militaires d'envergure dans plusieurs régions du pays (Chalatenango, Morazan, Usulatan, Guazapa, etc.) et près de la capitale, paralysant l'aéroport d'Ilopango ; elles auraient déjà fait 400 victimes dans les rangs des forces armées gouvernementales. Cette reprise des combats a lieu alors que le FMLN vient d'annoncer son intention de rassembler les forces révolutionnaires dans une seule armée, et que les négociations avec le gouvernement piétinent (celui-ci ne veut surtout pas discuter de la démilitarisation du pays) ; le Sénat des Etats-Unis a décidé de geler la moitié de l'aide à ce pays (85 millions étaient officiellement accordés à Cristiani).
Mario Lopez est membre de la Commission politique et diplomatique du FMLN.

INPRECOR : Les négociations entre le FMLN et le gouvernement salvadorien ont fait couler beaucoup d'encre. Quel bilan en tires-tu ?

Mario LOPEZ : Avant de parler de bilan, je crois qu'il faut revenir sur le sens des négociations dans le cadre de notre stratégie. Le FMLN pense que la lutte armée est une nécessité lorsque toutes les autres possibilités s'épuisent ; s'il y avait une seule autre alternative pour répondre aux besoins du peuple salvadorien, nous aurions choisi cette voie.

Dans ce contexte, les négociations ont, pour le FMLN, un caractère stratégique. Notre combat pour une société nouvelle passe par un modèle d'organisation sociale où les problèmes de la population sont la préoccupation centrale du pouvoir ; ce projet ne peut se faire qu'avec des ressources humaines et matérielles ; nous savons tous que la guerre les détruit.

S'il existe une issue négociée, une solution qui, sans étouffer les aspirations révolutionnaires, réduise le coût de la guerre et les destructions, il faut la comprendre d'un point de vue stratégique, car elle préserve les moyens pour reconstruire le pays et la société nouvelle.

D'autre part, il faut souligner que les négociations n'entraînent pas forcément une conciliation ; il s'agit surtout d'une question de rapport de forces. Tant que ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique, et ceux qui contribuent à son maintien, auront l'espoir de pouvoir remporter une victoire sans rien céder, ils ne chercheront qu'à écraser le FMLN. La négociation n'est pas seulement un problème de volonté politique — même si cette dernière compte — mais, surtout, de rapport de forces.

◆ *Il ne s'agit donc pas, comme on a pu le voir ailleurs, d'un processus de reddition-négociation mais, comme tu le dis bien, d'une question de rapport de forces.*

Exactement. C'est pour économiser des ressources humaines et matérielles et pour obtenir la stabilité politique dans toute la région — le conflit salvadorien a une incidence directe en Amérique centrale — que nous nous battons pour une solution politique.

Tant que le gouvernement salvadorien espérait nous écraser militairement, le dialogue en cours n'avait aucune chance de déboucher sur de vraies négociations ; ce qui a changé en un an, c'est l'offensive de novembre 1989. Avant cette date, en partant de l'analyse que la nouvelle situation allait provoquer un isolement interna-

tional pour les révolutionnaires, le président Cristiani pensait que le FMLN accepterait de se rendre et qu'il fallait seulement lui proposer un cadre légal pour le faire ; la table des négociations n'était qu'un outil pour l'y contraindre.

Mais les affrontements de novembre 1989 ont modifié les coordonnées : plus personne ne pouvait croire que le FMLN était affaibli et qu'il accepterait une démobilisation ; le dialogue s'est alors transformé en véritable négociation.

◆ ***Le FMLN analyse donc l'offensive de novembre 1989 comme un succès, qui aurait montré le véritable rapport de forces qui existe au Salvador.***

Les propos du général Maxwell Thurman devant le Congrès des Etats-Unis, en janvier 1990, prouvent à quel point nous avons bouleversé l'idée selon laquelle un écrasement militaire du FMLN était possible. Après novembre, Thurman a déclaré : « *Il n'y a aucune chance de parvenir à une solution militaire au Salvador.* » Et ce militaire n'est sûrement pas partisan des solutions politiques : il a participé à l'invasion de Panama et il avait été le chef du Commando Sud de l'armée nord-américaine !

◆ ***Tu a dis quelque chose qui me semble très important : la lutte armée est née d'un besoin d'expression du peuple, comme un droit démocratique face à une oligarchie fermée. Je pense que le FMLN a toujours été guidé par le souci de donner la priorité aux intérêts de la nation. De ce point de vue, toute opération militaire, toute action de masse ou toute négociation place les autres forces du pays face aux problèmes de toute la société salvadorienne. On a souvent dit, par exemple, que c'est la révolution sandiniste qui a réellement créé la nation nicaraguayenne. La proposition du FMLN — son dernier Appel à la nation (1), sa pratique, etc. — découlent de cette vision de l'intérêt national, ce qui, encore une fois, fait voler en éclats l'idée selon laquelle le problème salvadorien ferait partie du conflit Est-Ouest.***

Dans la doctrine des conflits de basse intensité, fomentée par le gouvernement des Etats-Unis, il y a un facteur stratégique : la nécessité d'une composante politique qui ouvre la voie à la solution militaire. La Démocratie chrétienne (DC) et Duarte ont rempli ce rôle. Auparavant, ce parti était dans l'opposition et jouissait d'une base sociale large ; avant de se prêter à cette tâche, Duarte était un dirigeant populaire et le meilleur instrument pour faire passer l'aide militaire nord-américaine. Dès qu'il a quitté la Junte militaire à laquelle il participait pour devenir un président constitutionnel, le soutien militaire sans restrictions a commencé. La DC devenait la couverture de la guerre de basse intensité et Duarte était notre principal ennemi. Aujourd'hui nous avons tout intérêt à ce que la DC prenne part à la recherche d'une solution populaire.

Le rapport établi avec ceux qui, il n'y a pas très longtemps, étaient nos principaux ennemis, montre l'intérêt national qui nous guide. La DC s'était servie, par exemple, de son syndicat, l'Union nationale des ouvriers et paysans (UNOC), créé par Duarte, comme base sociale contre nous. Pour le FMLN, en revanche, une alliance avec cette centrale se justifiait avant même que Duarte ne quitte le gouvernement, parce que l'UNOC avait aussi ses intérêts propres.

En perdant les élections, la DC a cessé d'être le partenaire des Etats-Unis, pour devenir une force d'opposition que nous pouvons considérer comme un secteur allié — non pas comme une organisation qui souscrirait à nos positions, mais comme une force qui, éloignée du gouvernement, doit aussi participer à la lutte nationale.

Le projet actuel de la DC pour reprendre le pouvoir politique se situe surtout sur le terrain électoral, tous ses calculs sont guidés par cela, mais les conditions ont changé. Pour nous, ce changement est positif.

L'attitude du FMLN n'est pas rigide elle dépend des circonstances, et du rôle joué par telle ou telle force.

◆ ***Aujourd'hui, malgré des problèmes, les négociations sont ouvertes et le FMLN explique que leur issue passe par la démilitarisation. Quelle est la situation intérieure et internationale du gouvernement Cristiani dans ce nouveau contexte ?***

L'Alliance pour la rénovation nationale (ARENA) s'est lancée dans un programme économique clairement néo-libéral, en revenant, et c'est important, sur les réformes, nettement contre-insurrectionnelles de la DC.

Pour mener à bien ses réformes, Cristiani s'est lancé dans les négociations ; il devait faire baisser la tension de la guerre, et gagner du temps, mais il ne cherchait en aucun cas à résoudre le conflit. C'est ainsi qu'il a dit publiquement : « *Nous sommes d'accord pour dialoguer, mais pas pour négocier.* » Ce n'est pas parce que les négociations ont dépassé ses prévisions qu'il a changé d'avis.

Mais l'offensive de novembre 1989 a modifié les choses ; le projet de Cristiani d'atténuer les affrontements militaires pour appliquer son projet s'est écroulé. Il a donc été contraint d'admettre que, pour parvenir à son but, il lui fallait la paix, sans pour autant renoncer à son programme économique ; mais il conserve son projet de dialoguer sans rien négocier.

Le contexte international favorisait la DC avant la victoire électorale d'ARENA et de Cristiani ; lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, l'administration nord-américaine a été obligée de les aider à briser l'isolement extérieur et à essayer de construire une bonne image du président : « *L'homme qui veut moderniser le pays* » ; « *il est équitable* » ; « *il est raisonnable* » ; mais sans grands résultats, notamment après l'assassinat des six jésuites par l'armée, lors de l'offensive de novembre 1989.

Au Salvador même, ce gouvernement est encore plus isolé que lors des élections. Il faut rappeler, à ce sujet, que seulement 20 % des électeurs avaient participé au scrutin ; beaucoup de gens n'étaient pas inscrits sur les listes électorales, et la majorité de ceux qui l'étaient ne se sont pas déplacés. Ensuite, ARENA a laissé penser qu'elle serait capable de mettre un point final à la guerre et a même fait croire à certains qu'elle pourrait écraser le FMLN.

Cristiani avait aussi promis d'en finir avec la pauvreté. Aujourd'hui, de nombreux Salvadoriens, de différents secteurs sociaux, sont déçus.

1) Nous en avons publié de larges extraits dans *Inprecor* n° 317 du 16 octobre 1990.

◆ *En Amérique latine, on entend deux versions de ce qui se passe au Salvador qui, à mon avis, sont fausses. Certains veulent voir dans les propositions de négociations du FMLN l'essence même de sa stratégie — « même le FMLN en vient à négocier », disent-ils. D'autres essayent de faire la différence entre ces propositions du FMLN et son but stratégique, comme si le Front était machiavélique.*
Je pense qu'il y a des liens très étroits entre ces projets (Comment faire des alliances ? Comment isoler l'ennemi immédiat ? Que signifie s'asseoir à la table des négociations ?) et les principes mêmes du FMLN. On ne peut pas analyser tout cela séparément, au risque de voir les événements du Salvador de façon partiale.

Comme je viens de le rappeler, pour le FMLN la négociation a toujours eu un caractère stratégique ; quoi que disent nos ennemis, nous ne traitons pas ce sujet de façon tactique — ce qui ne signifie pas que nous laissions pour autant de côté des questions qui, elles, sont tactiques.

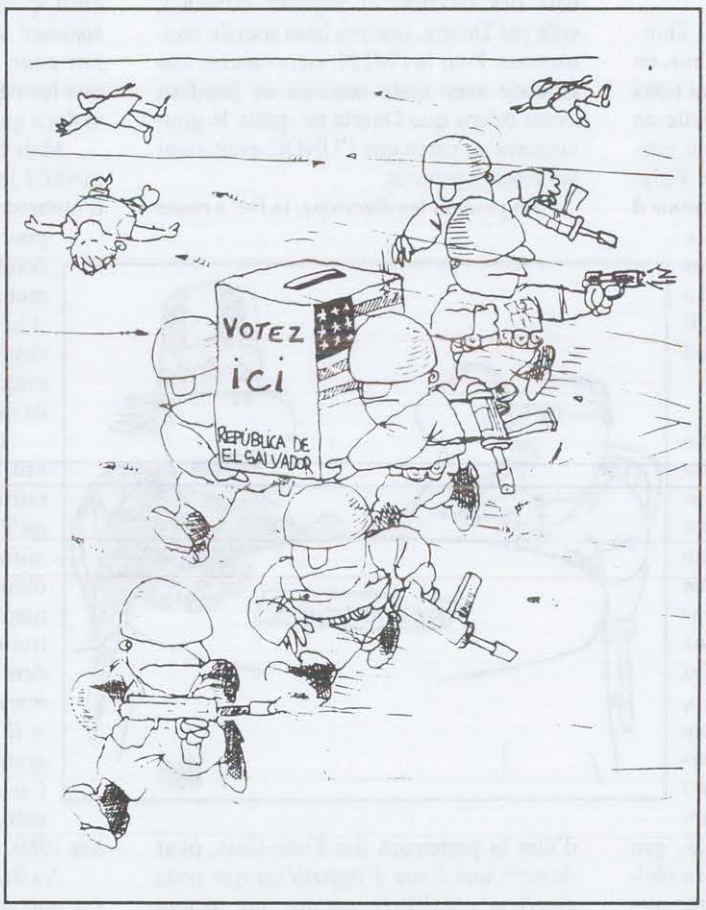
Ceux qui prétendent que « *même le FMLN négocie* » se trompent parce qu'ils pensent que nous n'avons pas été sincères en cherchant à négocier et que toute négociation reviendrait à se détourner de la révolution. Si c'était le cas, ils auraient raison, mais nous n'avons renoncé à rien. Nous voulons que le Salvador préserve un maximum de ressources pour construire une société plus juste : voilà ce qui nous pousse à négocier. Si, au contraire, le processus entamé avec le gouvernement devait effacer toute possibilité de construire une société plus juste, il n'aurait aucun sens.

Les discussions ont une délimitation nette : elles ne doivent pas nier la révolution.

Mais, évidemment, ceux qui nous ont poussés à prendre les armes veulent utiliser ces négociations pour garder les choses en l'état et étouffer la révolution. Nous ne sommes bien sûr pas d'accord.

◆ *La solidarité internationale avec la révolution salvadorienne est essentielle. A ce niveau, il existe, apparemment, une contradiction : alors que le gouvernement des Etats-Unis réduit son aide à Cristiani, que l'opinion publique nord-américaine se met à comprendre que cette guerre est très coûteuse et que la force du FMLN commence à être reconnue — à cause de sa capacité militaire, mais surtout de sa base populaire —, tout semble indiquer que la solidarité diminue, par rapport aux années 80.*

En effet. Certaines des raisons de ce recul sont faciles à comprendre. Dans les années 80, la perspective de la victoire semblait presque immédiate ; au fur et à mesure que la guerre s'est prolongée, l'euphorie a diminué. Par ailleurs, d'autres pôles de conflit ont éclaté et ont été l'objet de cette solidarité.



Une partie importante du mouvement de soutien était de nature humanitaire et les problèmes de cette nature sont aujourd'hui multiples (la faim en Afrique, les difficultés que connaissent les pays de l'ancien bloc socialiste, etc.) ; le cas salvadorien s'est trouvé ainsi dilué. A mon avis, les motivations politiques ne sont pas centrales dans la solidarité, sinon elle serait plus forte.

Le peuple salvadorien garde de grands espoirs par rapport à ce qui peut se passer ailleurs dans le monde, en Europe de l'Est, en Union soviétique, dans les pays du tiers monde qui maintiennent un projet socialiste .

La révolution salvadorienne est en mouvement ; il faut donc garder l'espoir, et cela devrait encourager une solidarité plus large. Les forces politiques de gauche ont une grande responsabilité dans cette diminution de soutien au Salvador ; certaines ne portent pas l'attention nécessaire à des luttes qui en auraient vraiment besoin. Par exemple, en Amérique latine, il faut actuellement défendre la révolution cubaine, c'est la tâche de toute la gauche, qui peut le faire sans aveuglement. L'impérialisme remporterait un énorme succès s'il écrasait Cuba ! Et Cuba s'entend dire actuellement : « *D'accord on vous fournit du pétrole, mais au prix du marché mondial.* » Le modèle de comptabilité dominant n'est plus socialiste.

Les Salvadoriens ont une grande responsabilité aujourd'hui : ils doivent faire la révolution dans des conditions totalement nouvelles et avec des problèmes supplémentaires ; si nous parvenons au pouvoir, nous devrons tenir en compte, dans nos relations internationales, le poids des forces capitalistes, que cela nous plaise ou non — on ne peut plus parler de "relations socialistes" ou de "relations avec le camp socialiste". En général, le virage actuel va dans le sens du capitalisme. La révolution salvadorienne devra avancer dans ce nouveau contexte, plus compliqué ; au Salvador même, nous devrons établir un cadre d'alliances beaucoup plus large.

L'appui international peut renforcer le secteur populaire de cette alliance, sinon les alliés internes ou internationaux qui ne sont pas très fréquentables auront un plus grand poids. La gauche latino-américaine devrait renforcer celle du Salvador or je crois que cet objectif n'est pas vraiment partagé. Il faut éviter qu'une intervention étrangère ne détruise les chan-ces de la révolution et il faut que la solidarité internationale, surtout populaire, soit aussi efficace que possible. ★

20 novembre 1990
Propos recueillis par Sergio Rodriguez

Les dessins qui illustrent notre article sur le Salvador — comme de nombreux autres que vous avez pu voir dans nos pages sur le Nicaragua — sont du dessinateur nicaraguayen Roger, qui vient de décéder d'un cancer, au Nicaragua.

Ses caricatures ont accompagné, sans complaisance, la révolution sandiniste depuis 1979.

Fin de règne pour Mengistu

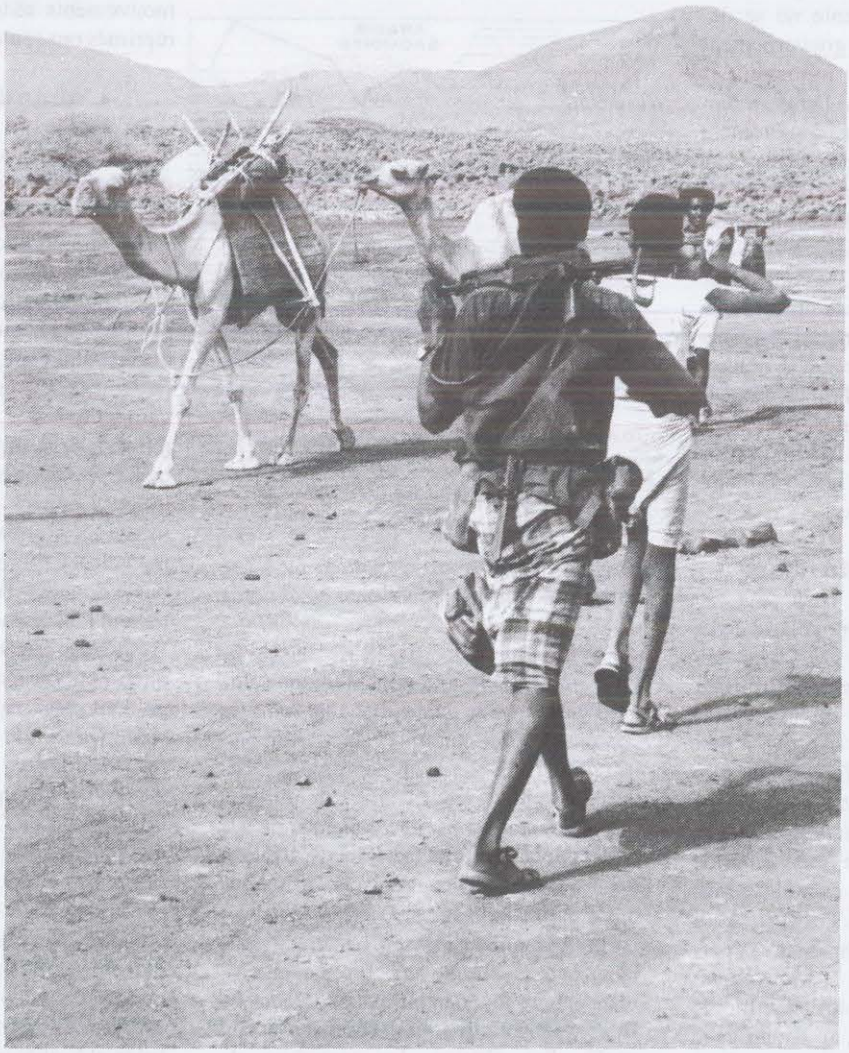
Seize ans après la révolution qui mit fin au règne de l'empereur Hailé Sélassié, le régime militaire du président Halié Mariam Mengistu est à bout de souffle. Il y a quelques mois, le Shengo (Parlement) a appelé à la mobilisation générale et décrété l'enrôlement des réservistes, dans un ultime sursaut pour tenter de modifier l'issue de la guerre civile qui ravage le pays. A l'occasion de l'anniversaire de la révolution, fin septembre 1990, le président s'est adressé à ses concitoyens avec un ton assez alarmiste reconnaissant les revers enregistrés par l'armée gouvernementale. La situation militaire est en effet de plus en plus préoccupante pour les autorités.

Francis CAZALS

NE SACHANT plus comment assurer sa survie, le régime d'Addis-Abeba a opéré un retournement d'alliances diplomatiques en se rapprochant d'Israël et s'est converti au libéralisme économique. Mengistu s'est ainsi éloigné des références au modèle soviétique avec la même aisance avec laquelle il s'en était affublé des années durant. Le Parti des travailleurs éthiopiens (PTE) est devenu le Parti démocratique d'Ethiopie, sans cesser d'être la seule formation politique autorisée par le régime. Les portraits de Marx et Lénine ont disparu de la place de la Révolution, et, en mars 1990, le gouvernement a adopté une réforme économique qui libéralise les échanges commerciaux intérieurs, offre des facilités d'investissement au capital étranger et prévoit la privatisation de certaines entreprises et magasins d'Etat.

Pour l'instant, le principal effet de cette réforme aura été de faire augmenter les prix d'achat des produits agricoles aux paysans et d'encourager les agriculteurs de la ceinture rurale de la capitale à vendre leurs denrées sur le marché urbain, améliorant ainsi quelque peu l'approvisionnement.

Pour le reste, ce programme économique a peu de chances de donner lieu à d'importantes réalisations concrètes en dehors d'Addis Abeba tant que durera la guerre civile qui absorbe la moitié du budget de l'Etat.



Les troupes gouvernementales sont acculées au nord par les forces du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) qui mènent une lutte acharnée pour l'indépendance depuis des décennies. Les nationalistes érythréens se sont emparés, en février 1990, du port de Massawa sur la mer Rouge et menacent depuis lors Asmara, la capitale de l'Erythrée. Environ 120 000 soldats gouvernementaux y sont encerclés, menacés d'un possible assaut des forces érythréennes qui bombardent régulièrement l'aéroport de la ville. Celle-ci ne reçoit plus aucun ravitaillement par voie terrestre, seuls les avions en provenance d'Addis-Abeba la relient encore au monde extérieur. Les 200 000 civils érythréens qui se trouvent dans la ville et les 800 000 des bourgades des alentours, soumises au blocus du FPLE et menacés de famine, sont utilisés par les forces gouvernementales comme bouclier protecteur. Les troupes officielles, qui craignent l'infiltration de combattants du FPLE, empêchent toute relation commerciale avec les zones tenues par les rebelles.

Ces derniers semblent cependant divisés sur la stratégie militaire à adopter. La présence de nombreux civils érythréens, dont beaucoup ont des parents dans la guérilla, rendrait très coûteuse, en pertes civiles, une attaque sur Asmara. Mais, d'autre part, la conquête militaire de la capitale de l'Erythrée par le FPLE placerait la communauté internationale devant le fait accompli d'une quasi-indépendance con-

quise par les armes. Aussi, le FPLE joue là une partie fort délicate, d'autant que la conjoncture internationale, surtout depuis la crise du Golfe, constitue un obstacle supplémentaire.

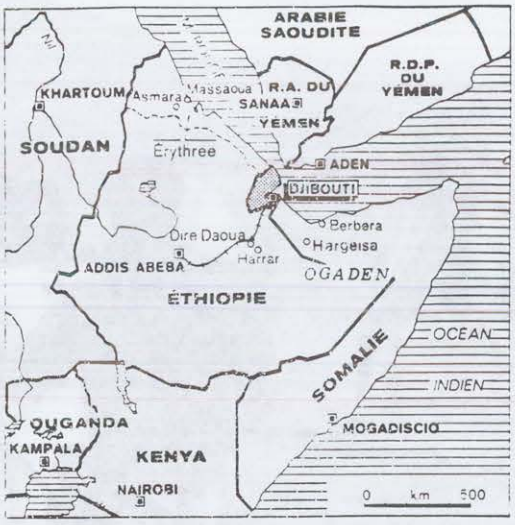
Les grandes puissances sont moins favorables que jamais à l'idée d'une indépendance érythréenne, et encore moins à la perspective d'une victoire militaire du FPLE. Par ailleurs, l'alignement du président Mengistu sur le camp anti-irakien pousse les Nord-Américains à une plus grande mansuétude à l'égard de leur ennemi d'hier. Enfin, les Etats arabes, divisés, ne sont pas en mesure d'offrir au FPLE la couverture diplomatique dont il aurait besoin en cas d'attaque contre Asmara, tandis que l'aide qu'il reçoit de certains pays de cette région doit être marchandée aujourd'hui au prix fort.

Malgré les pressions américano-soviétiques pour la reprise de négociations entre les rebelles et le gouvernement, aucun terrain d'entente ne se dégage à court terme. Le gouvernement d'Addis-Abeba — dont le ministre des Affaires étrangères, Tesfaye Dinka, a rencontré, sur insistance du département d'Etat américain, en octobre 1990, une délégation du FPLE, à Washington — ne va pas au-delà de la promesse d'une autonomie interne pour une Erythrée amputée de la province côtière de la Dankalie où se trouve le port d'Assab, sur la mer Rouge. En l'absence d'un engagement gouvernemental en faveur d'un référendum d'autodétermination portant clairement sur la question de l'indépendance de toute l'Erythrée et supervisé par l'Organisation des Nations-Unies (ONU), le FPLE maintient le cap de la lutte armée.

Les "Albanais" du Tigré

Les membres du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) ont libéré une bonne partie de cette province. Profitant de la rapide dégradation du moral des forces gouvernementales — souvent mal aguerries car recrutées de force au sein de la paysannerie —, la résistance tigréenne a étendu son champ d'action militaire plus au sud, jusque dans le Shoa, à moins de 200 kilomètres de la capitale éthiopienne. Ce faisant, le FPLT a attiré à lui des opposants non-tigréens. Pour ses partisans amharas, il a fondé le Mouvement démocratique du peuple d'Ethiopie (EPDM), puis a constitué, au départ avec ses prisonniers de guerre d'origine Oromo, une Organisation démocratique du peuple Oromo (OPDO) et, plus récemment, une association d'"officiers libres". Tous ces mouvements lui restent étroitement subordonnés, dans le cadre d'un Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF). Cette coalition prône le renversement du régime de Mengistu sur la base d'un programme démocratique assez flou. Au plan économique, l'EPRDF ne semble rien avoir à redire aux réformes libérales récemment entreprises par le gouvernement. Certains dirigeants de la résistance tigréenne faisaient encore récemment l'éloge du système albanais et de Joseph Staline ; aujourd'hui, ce mouvement cherche apparemment à effacer dans l'opinion internationale l'image intolérante de son noyau originel pro-albanais.

Depuis quelques mois, l'EPRDF met surtout l'accent sur la proposition d'un "gouvernement provisoire de transition", qui serait ouvert à toutes les forces d'opposition ainsi qu'à des représentants de l'équipe actuellement au pouvoir : un scénario qui s'inspire des récents événements d'Europe de l'Est. Toutefois, l'attitude concrète de l'EPRDF vis-à-vis d'autres



forces de l'opposition n'a jamais été totalement exempte d'une volonté hégémonique.

Mais, plus que tout, la résistance tigréenne conserve une implantation régionale circonscrite qui l'empêche, dans le contexte multi-ethnique de l'Ethiopie, d'apparaître, à elle seule, comme une alternative unique pour l'ensemble du peuple éthiopien. La base nationaliste de ses conceptions limite sa capacité d'attraction dans d'autres régions du pays, et notamment parmi les Amharas, et les Oromos. Le gouvernement s'en sert justement pour le présenter comme une force sécessioniste et faire jouer en milieu amhara un réflexe "patriotique" qu'il récupère à son profit. Par ailleurs, les tentatives de l'EPRDF de mettre en place ses propres courroies de transmission en direction d'autres groupes éthniques et nationaux permanents créent les conditions d'affrontement avec des mouvements nationalistes locaux.

Une autre rébellion régionale existe. L'Organisation de libération des Oromos (OLF) mène des actions à l'ouest, le long de la frontière soudanaise et à l'est, dans le Harargue, avec une vision très nationaliste de son combat contre le régime qu'il qualifie de "colonial". Cette réaction anti-amhara plonge ses racines dans les décennies d'oppression dont ont été victimes les Oromos (pourtant numériquement majoritaires), aussi bien sous l'empire d'Hailé Sélassié que sous le pouvoir de Mengistu.

Enfin, de petits groupes d'opposants éthiopiens sont également engagés dans des activités militaires anti-gouvernementales, comme les anciens ultra-gauchistes du Parti révolutionnaire du peuple Ethiopien, aujourd'hui alliés aux monarchistes partisans des descendants de l'empereur.

Par contre, toute l'opposition civile a été décimée ou réduite à l'exil ; des révoltes étudiantes sporadiques ou quelques mouvements séditieux dans l'armée, vite réprimés ont seulement lieu.

L'abandon de l'URSS

Acculé militairement, le régime d'Addis-Abeba est également lâché par ses alliés de l'Est qui ne croient plus à son rétablissement militaire, et qui commencent à mettre discrètement en cause sa gestion même ; tous portent pourtant une responsabilité historique dans le renforcement de la clique militaire d'Addis-Abeba au pouvoir. L'armée soviétique était massivement investie dans les combats, avant même la crise afghane ; les conseillers cubains, soviétiques et est-allemands ont, de longues années durant, encadré, parfois même au combat, les troupes gouvernementales. Ces pays ont également contribué à donner à l'extérieur une image totalement fausse de ce régime.

Il n'y a pas si longtemps, *Granma*, le quotidien du Parti communiste cubain, publiait des pages entières d'éloges du "compagnon de lutte" et "révolutionnaire", Mengistu. Le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) a poussé à la formation du PTE, instrument de contrôle des populations et d'encadrement des *kebeles*, ces comités de quartiers nés de la révolution. Les Allemands de l'Est, enfin, ont aidé à la formation de la police politique du régime et ont contribué à la politique de collectivisation agricole qui s'est avérée être un tragique fiasco. Enfin, Cubains et Soviétiques ont sacrifié sur l'autel de leur alliance avec Mengistu, leur soutien antérieur à la lute érythréenne pour l'indépendance.

Les premiers à prendre leurs distances par rapport à Mengistu ont été les Cubains qui ont d'abord retiré leurs conseillers des

zones de combat en Erythrée puis qui, il y a quelques mois, ont quitté le pays. Aujourd'hui, l'URSS ne consentirait plus qu'à livrer les armes et les munitions qui font l'objet d'un contrat déjà signé et refuserait de passer de nouveaux accords d'armement ; ses pilotes sont pourtant toujours aux commandes de certains avions éthiopiens.

Au plan diplomatique, l'URSS et les Etats-Unis ont proposé, il y a quelques mois, la tenue d'une conférence régionale pour la paix dans la corne de l'Afrique. Washington et Moscou recherchent une hypothétique solution globale aux conflits qui s'enchevêtrent dans cette région du monde. Chacun des Etats de la région s'efforce, en effet, d'utiliser à son profit les contradictions internes de ses voisins. Le Soudan héberge les Erythréens, tandis qu'Addis-Abeba appuie le colonel Garang qui lutte dans le sud du Soudan. L'Ethiopie héberge également le Mouvement nationale somalien (SNM), qui lutte dans le Nord somalien contre le régime de Siad Barre. Et la liste des ingérences est loin d'être close.

Une étrange histoire d'amour

Ces derniers mois, l'équipe au pouvoir à Addis-Abeba a opéré un spectaculaire retournement d'alliances diplomatiques en renouant avec Israël. En novembre 1989, les relations ont été rétablies avec Tel-Aviv, en contrepartie de l'acceptation par Addis-Abeba du départ des Falachas (les juifs noirs éthiopiens). Des dizaines de conseillers militaires israéliens sont venus remplacer les Soviétiques en partance ; selon certaines informations ils auraient même participé activement à des combats aux côtés des troupes gouvernementales dans la région d'Asosa, à l'ouest du pays, contre les nationalistes Oromos de l'OLF. Il a également été question qu'Israël reprenne à son compte les facilités accordées aux Soviétiques dans les îles Dalhaks, au large de l'Erythrée. Par ail-leurs, Tel-Aviv a fourni de l'armement lé-ger et des bombes à Addis-Abeba qui s'est également approvisionné, par son intermédiaire, au Chili.

Pour Israël ce soutien à Mengistu relève d'une conjonction d'intérêts tactiques. L'Etat hébreu a toujours été guidé par la recherche d'appuis pour s'opposer à ce qu'il appelle « *l'hégémonie arabe sur la mer Rouge* ». Or, aujourd'hui, comme du temps de l'empereur Hailé Sélassié, c'est l'option diplomatique également mise en avant à Addis-Abeba ; toutefois, Israël n'a ni les moyens ni le désir d'apporter au colonel Mengistu une aide comparable à celle que lui à fourni l'URSS ces dix dernières années. Mais cette aide diplomatique et militaire est susceptible de donner un certain sursis à la dictature militaire éthiopienne, d'autant que le président Mengistu peut également imaginer tirer profit de son alignement sur les Etats-Unis dans le conflit du Golfe. Sur ce chapitre, il se caractérise surtout par une volonté systématique de surenchère. Ainsi, il s'est prononcé pour un renforcement du blocus éthiopien en Arabie saoudite. Ses prises de positions ont déjà été récompensées, semble-t-il, par une aide financière saoudienne et une plus grande bienveillance américaine.

Les trois échecs de la révolution de 1974

Dix années après le soulèvement populaire qui jeta à bas la dictature féodale de l'empereur Hailé Sélassié, le bilan de la fraction militaire petite-bourgeoise qui confisqua et dévoya le processus révolutionnaire est désolant.

Pourtant, à la différence d'autres passations de pouvoir en Afrique et même de l'effondrement des pouvoirs coloniaux d'Angola et du Mozambique à la même époque, la révolution éthiopienne de 1974 avait provoqué une réelle modification des rapports de propriété dans les campagnes, où fut mise en œuvre une réforme agraire anti-féodale avec la participation de la population. Mais la dynamique de ce processus n'a pu qu'être dirigée et utilisée par une clique militaire qui a progressivement chaussé les bottes des anciens dignitaires féodaux sur au moins trois thèmes : les rapports à la paysannerie, le chauvinisme amhara et la conception "monarchique" du pouvoir.

La famine de 1984-1985 et les déplacements forcés de population ont sanctionné l'échec de la politique agraire du régime issu de la révolution ; ils ont également révélé l'insouciance et le mépris des dirigeants urbains pour la population rurale de leur pays. C'est, à bien des égards, une situation comparable à celle d'Hailé Sélassié, dont la passivité devant la terrible famine de 1973 et qui avait, à l'époque, constitué le déclic de la prise de conscience pour une bonne partie de l'intelligentsia civile et militaire éthiopienne. En 1984-1985, de telles erreurs avaient ouvert la voie au développement de l'opposition, notamment à l'extension des activités des rebelles tigréens.

Dorénavant, le président Mengistu se fait, ouvertement, le chantre des thèmes favoris de l'ex-empereur en politique intérieure, comme étrangère.

L'échec le plus flagrant du régime est son refus de reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple Erythréen, seule solution permettant de mettre fin à la guerre civile dans le nord de l'Ethiopie. Mengistu a poursuivi la politique belliqueuse de son prédécesseur, notamment grâce à l'appui militaire de l'URSS.

En politique étrangère, les dirigeants éthiopiens ont repris à leur compte le thème d'une « *Ethiopie chrétienne assiégée par un environnement arabe hostile dans la mer Rouge* » ; discours qui résonne agréablement aux oreilles des diplomates israéliens.

Enfin, le rétrécissement du pouvoir autour des Amharas s'est doublé d'une concentration des responsabilités entre les mains de Mengistu lui-même et de quelques-uns de ses proches dont son demi-frère, Kassa Kebede, chargé des relations avec Israël. Mengistu a fait le vide autour de lui, notamment dans l'armée qui a été décapitée partiellement, après la tentative ratée de coup d'état de mai 1989 ; des dizaines d'officiers ont été passés par les armes, il y a quelques mois, sur ordre direct du chef de l'Etat. Il n'y a pas de place à Addis-Abeba pour la moindre dissidence ou opposition civile. Les Etats-Unis accueillent des dizaines de milliers de réfugiés éthiopiens, dont plusieurs ministres qui, comme tout récemment le Vice-ministre des Affaires étrangères, ont demandé l'asile politique. La conception dynastique du pouvoir est devenue telle chez le président Mengistu qu'il confiait récemment dans un meeting — où il a révélé qu'on avait déjà essayé plusieurs fois d'attenter à sa vie — qu'en cas de disparition, son fils était prêt à prendre la relève. Une hypothèse que les populations éthiopiennes seront fort peu enclines à accepter.

Le fiasco du régime éthiopien constitue le plus flagrant bilan d'échec des théories soviétiques sur les Etats de ce type, élevés au rang de pouvoirs révolutionnaires. Il est légitime de se demander si la révolution éthiopienne de 1974, compte tenu de la formation sociale du pays, pouvait réellement donner naissance à une véritable direction socialiste, démocratique et révolutionnaire. Quoi qu'il en soit, rien n'obligeait le Kremlin à se porter aux côtés d'un pouvoir militaire répressif et oppresseur... Rien sauf, évidemment, les intérêts propres de la bureaucratie soviétique. Aujourd'hui les dirigeants soviétiques de la perestroïka "découvrent" qu'il était bien présomptueux de voir dans ces régimes des points d'appui réels pour l'Union soviétique ; le désenchantement leur permet de passer allègrement divers accords régionaux avec les Etats-Unis, au seul profit de ces derniers.

C'est le résultat des pratiques et des théories dans lesquelles le sort des populations et leurs intérêts sociaux étaient totalement absents. ★

Novembre 1990

Adieu Benazir !

Benazir Bhutto

Le 6 août 1990, le président du Pakistan, Ghulam Ishaq Khan, a démis de ses fonctions le gouvernement de Benazir Bhutto, élu en novembre 1988, cette dernière étant accusée de *« corruption et népotisme »*. Lors des élections législatives du 24 octobre qui ont suivi, le Parti du peuple du Pakistan (PPP) de Bhutto a enregistré une importante défaite face à l'Alliance démocratique islamique (IDA), soutenue par l'armée, les religieux et les hommes d'affaires proches de l'ancienne dictature de Zia ul-Haq. Benazir a dénoncé, à cette occasion, une *« fraude électorale massive »*.

Ahmad SHUJA

PEU DE TEMPS après l'éviction de Bhutto, une rencontre de *nambardar* s'est tenue à Lahore, la capitale du Pendjab, la plus grande province pakistanaise, fief de l'homme d'affaires conservateur Nawaz Sharif, président de l'IDA et nouveau Premier ministre du Pakistan.

Le *nambardar*, chef de village, est, avec le *patwari* — le niveau le plus bas de la bureaucratie —, la personne la plus importante du village dans cette région et, selon un dicton populaire, un habitant du Pendjab vote comme son *nambardar* le lui demande. Dans le cas présent, le gouvernement intérimaire de droite du Pendjab a récompensé chacun des *nambardar* avec 12,5 acres de terre fertile, pour rétribuer leur "aide" lors des élections du 24 octobre 1990.

Presque tous les Premiers ministres civils au Pakistan, de Khawja Nazimuddin à Benazir Bhutto, en passant par la marionnette du dictateur Zia ul-Haq, Mohammad Khan Jajejo, ont été renvoyés avec des accusations similaires à celles qui ont conduit à la chute de Benazir Bhutto. En revanche, les dictateurs de l'armée, sont si "pieux" et "honnêtes" qu'ils meurent paisiblement dans leur lit lorsqu'ils ne sont pas dépecés par la population. L'armée reste, elle, au-dessus de toute critique.

Il y a 23 mois, Benazir Bhutto est arrivée au pouvoir comme une héroïne (1). Elle avait vu son père, Zulfikar Ali Bhutto, le seul Premier ministre du pays élu démocratiquement, déposé par le général Zia puis emprisonné et exécuté.

Après la mort de Zia dans un accident d'avion, Benazir a remporté les élections, devenant, à 36 ans, le plus jeune chef d'Etat du monde, et la seule femme d'un pays musulman à détenir un tel poste. Mais il est rapidement apparu qu'elle était prisonnière du cercle vicieux de la vie politique pakistanaise ; son conte de fées s'est transformé en tragédie grecque.

Tout d'abord, elle a dû affronter l'hostilité des dirigeants religieux, les mollahs. Pour eux, l'élection d'une femme à la tête de l'Etat était "a-islamique". Comme la haute finance, ils avaient vécu de beaux jours sous la dictature de Zia, et leur rêve de transformer le Pakistan en pays "islamique" s'était presque réalisé. Pour eux, Benazir représentait le diable en personne.

Un pays en mal d'identité

L'existence du Pakistan, comme celle de l'Ulster, connaît un problème fondamental de justification. Créé à partir du sous-continent indien en 1947, après la fin de l'Empire britannique des Indes, c'est la preuve vivante d'une idée fausse : l'idéologie religieuse peut être la base d'un Etat et résoudre tous les problèmes.

L'analyse qui a conduit à sa création se base sur le fait que les musulmans ne pouvaient pas survivre dans l'Inde, à majorité hindoue, et devaient donc avoir leur propre Etat. Le Pakistan était, à l'origine, divisé en deux parties : l'Est et l'Ouest, séparés par 1 600 kilomètres de territoire indien. En 1971, quand la partie orientale a fait sécession pour former le Bangladesh, toute la base idéologique de l'existence du Pakistan s'est désintégrée. La religion ne pouvait pas unir le peuple et, de plus, les différences sectaires entre les musulmans du Pakistan s'étaient aggravées.

Zulfikar Ali Bhutto a voulu apporter au pays une idéologie différente — baptisée "socialisme islamique". Les mollahs ont déclaré que c'était une contradiction dans les termes, *« le socialisme étant séculier et n'ayant donc aucune relation avec l'Islam »*. Ensuite, Zia a essayé de réaliser ce rêve fondamentaliste en imposant des lois islamiques rigoureuses à la population pakistanaise ; des punitions barbares ont été infligées aux criminels de droit commun ainsi qu'à des milliers d'opposants politiques. Cette période a certainement été la plus sombre de l'histoire guère lumineuse du Pakistan.

Après son arrivée au pouvoir, Benazir a commis des bévues très graves dont celle de croire que l'armée changerait de comportement. Elle est allée jusqu'à décorer des généraux pour avoir "sauvé la démocratie" ; cette erreur lui a été fatale.

Elle n'a pas châtié les bandits qui soutenaient Zia et qui possédaient les ressources et dirigeaient la plus grande province du pays, le Pendjab. Ceux-ci étaient prêts à déstabiliser le gouvernement central. A l'inverse, elle a oublié la base de son propre parti, le PPP, qui avait connu la prison et les tortures sous Zia. Elle a baptisé ce choix *« la politique qui refuse la revanche »*. Aujourd'hui, cela apparaît comme la politique du suicide.

Benazir avait fait de nombreuses promesses qu'elle était sûre de ne pas pouvoir tenir. A son crédit, il faut mettre la libération de tous les prisonniers politiques, la transformation de milliers de condamnations à mort en prison à perpétuité, la levée de l'interdiction des syndicats et des activités étudiantes, l'augmentation du budget de l'éducation de 70 %, la liberté d'expression, etc.

1) Voir *Inprecor* n° 271 et 278 des 5 septembre et 13 décembre 1988.

Mais elle n'a rien fait pour abolir les prétendues "lois islamiques" qui établissent une discrimination contre les femmes, perdant ainsi une partie de l'électorat qui aurait pu être massivement derrière elle. Des centaines de milliers de gens qui avaient voté pour Benazir, à cause de son courage, ont commencé à sentir le changement de leur "princesse" : bien habillée, imbue d'elle-même, avec un rien d'arrogance, elle a commencé à ressembler à une dame féodale, qui gérait le pays comme une affaire de famille, plutôt qu'à la représentante des masses pauvres.

Le président Ghulam Ishaq Khan, un bureaucrate soutenu par l'armée, a intelligemment choisi son moment pour la déposer ; le monde était tourné vers la crise du Golfe. L'armée pakistanaise avait perdu beaucoup de son importance stratégique à cause de l'impasse en Afghanistan, et du réchauffement des relations des Etats-Unis avec l'allié traditionnel de l'URSS, l'Inde. Mais la crise du Golfe a revigoré la mafia de l'armée ; le Pakistan a envoyé avec soumission quelques milliers de soldats en Arabie saoudite.

Benazir avait refusé d'aider les moudjahidines afghans comme le voulait l'armée — et la CIA —, cherchant au contraire un accord politique négocié. Elle a également refusé de s'impliquer de manière significative dans le conflit du Cachemire (2). De plus, elle n'a pas voulu donner de pouvoirs spéciaux à l'armée dans sa province natale de Sind, où des conflits sanglants entre sectes ont causé des centaines de morts. Il faut signaler que, bien qu'elle ait pris le pouvoir avec les menottes aux poignets, elle a refusé d'être le jouet de l'armée et de la bureaucratie, représentées par Ishaq Khan.

Quand Benazir a été renvoyée et la date des élections annoncée, il était évident que l'*establishment* avait décidé de se débarrasser d'elle et de détruire le PPP. Pour s'assurer que le scrutin électoral se déroulerait selon ces intérêts, le dirigeant de l'opposition, Ghulam Mustafa Jatoi, a été nommé Premier ministre par intérim.

Le règne de la terreur et des rumeurs

Le Parlement et les assemblées provinciales ont été dissous et les ennemis de Benazir, anciens et nouveaux, ont été promus dans toutes les provinces. Les ministres ont été nommés en vertu de leur adresse à manipuler et à terroriser l'électorat.

Benazir n'était plus populaire et un petit coup monté aurait suffi ; mais, plus la campagne électorale avançait et plus les choses tournaient en sa faveur. Tant et si bien qu'une équipe spéciale, nommée par le président, avait prévu un match nul électoral ; la CIA était d'ailleurs arrivée à la même conclusion.

Alors, la terreur a commencé dans le Sind. Des centaines de militants du PPP ont été arrêtés, torturés et même assassinés. Les responsables des sales besognes du principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique islamique (IDA), front des huit partis les plus réactionnaires qui regrettent la dictature de Zia, ont commencé à agir. L'IDA tenait déjà la majorité des journaux. Ceux qui ont osé relever la tête l'ont payé de leur vie.

La campagne de calomnies a débuté. Un dirigeant de l'IDA — largement repris par la presse — a déclaré que *« Benazir a conspiré avec les sionistes et l'Inde pour détruire l'usine d'énergie atomique du Pakistan. »* La rumeur selon laquelle elle aurait envoyé un message par Mazhar Ali Khan, un journaliste de gauche pakistanais très connu, implorant le gouvernement indien d'*« attaquer le Pakistan pour sauver* [son] *gouvernement »* a été répandue partout.

Enfin, lors d'un meeting à Lahore, certains orateurs ont parlé d'elle en des termes qui, selon l'*Independent* de Londres, étaient si choquants et obscènes que *« le pire des torchons ne les reproduirait pas »*. On a, entre autres, prétendu qu'elle était *« tout le temps enceinte »* et avait un amant dans chaque port et dans chaque capitale du monde.

Le résultat des élections a surpris tout le monde, à commencer par ses opposants qui, selon la presse, auraient été embarrassés par son "succès". Bien qu'il ait obtenu pratiquement le même nombre de voix que l'IDA — 33 % — le PPP n'a remporté que 45 sièges contre 105 pour la formation concurrente.

Selon tous les observateurs, la participation au scrutin a été beaucoup moins importante qu'en 1988, or le nombre total de voix comptabilisées dépassait de loin celui des élections précédentes. L'origine de ces centaines de milliers de votes supplémentaires reste mystérieuse et Benazir a dénoncé *« une fraude massive »*.

A l'appui de cette thèse, le chef-ministre du Sind, Jam Sadiq Ali a déclaré que *« Benazir devrait remercier le président de lui avoir permis de vaincre dans sa ville natale de Larkana »*. Ainsi, c'est le président et ses acolytes qui ont distribué les sièges, et non le peuple en votant. Des millions de Pakistanais se sont sentis floués.

Ces élections ont servi à la classe dirigeante pakistanaise et à ses soutiens américains pour établir un régime réactionnaire appuyé par les militaires et la bureaucratie — formule différente des pures dictatures militaires du passé.

Mais la population acceptera-t-elle ce mensonge ? Pour la première fois dans l'histoire du pays, le président et le Premier ministre "élu", Nawaz Sharif — un protégé de Zia —, sont originaires du Pendjab, et le mouvement Mohajir Qomi (un parti néo-fasciste et ouvertement raciste), détesté par les habitants du Sind, est représenté au gouvernement.

Avec une économie en faillite, l'aggravation du conflit au Cachemire, les difficultés de l'administration américaine et le climat politique incertain en Inde, les conflits régionaux et religieux au Pakistan risquent de s'intensifier dans des proportions alarmantes. ★

Novembre 1990

2) Depuis décembre 1989, la tension augmente dans l'Etat indien du Cachemire, à la frontière avec le Pakistan. Le mouvement pour la sécession du Cachemire (cet Etat est la seule région indienne à majorité musulmane) se développe et s'est opposé à l'armée indienne lors de violents affrontements. En août 1990, la crise a conduit à des bombardements entre les troupes indiennes et pakistanaises, sur la frontière du Cachemire. L'Inde accuse le Pakistan d'appuyer les rebelles cachemiri.

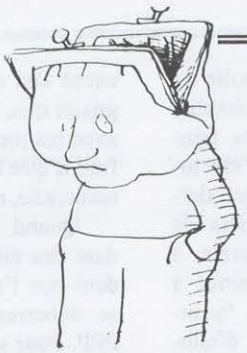
Des millions pour l'armée

Environ 41 % du budget du Pakistan est consacré à son armée pléthorique — au total, ce pays dépense plus de 80 % de ses ressources pour financer la défense, l'administration et le service de sa dette (7 milliards de dollars au total). En revanche, 0, 57 % et 1,7 % du budget sont consacrés respectivement à la santé et à l'éducation (en comptant l'augmentation de 70 % du dernier gouvernement). Seuls 7 % des Pakistanais sont alphabétisés.

Derrière Israël et l'Egypte, le Pakistan est le pays qui bénéficie le plus de l'aide des Etats-Unis (environ 300 millions de dollars par an). Il n'a pratiquement pas de réserves de devises, ce qui explique sa dépendance envers ce pays mais aussi envers le Fonds monétaire international (FMI) et l'Arabie saoudite.

L'aide américaine vient d'être suspendue car la politique du Pakistan dans le domaine atomique ne serait guère "transparente". ★

Autoritarisme et austérité



Depuis les élections d'avril 1990, qui ont vu le retour de la droite au pouvoir, la Grèce subit la plus dure des attaques anti-ouvrières depuis vingt ans. Jamais autant de mesures réactionnaires et anti-sociales ne furent prises en si peu de temps. Pour protester contre un projet gouvernemental de réforme du droit de grève — qui vise, en fait, à une quasi interdiction —, les travailleurs grecs ont fait, les 5 et 6 décembre 1990, leur septième grève générale depuis l'entrée en fonction du gouvernement conservateur de Constantin Mitsotakis.

Nicos SIMEONIDIS

POUR la seule année 1990, le pouvoir d'achat des salariés a chuté de 17 %, et une nouvelle baisse de 10 % est prévue pour 1991. L'inflation a atteint 29 % en 1990. Les retraites ont été, de fait, dévaluées, car leur mode de calcul a changé ; les prestations sociales diminuent aussi.

Dans le secteur public, 90 000 travailleurs ont déjà été mis à la rue ; une nouvelle vague de licenciements de 300 000 personnes est prévue dans les entreprises dites "à problèmes" (qui se sont déclarées en faillite et qui fonctionnent sous contrôle de l'Etat). Les principales entreprises nationalisées vont être cédées au privé comme, par exemple, la compagnie nationale d'aviation, Olympic Airways ; on parle également de la privatisation à 49 % de la Compagnie générale d'électricité et de la poste. Les cercles financiers qui gravitent autour du pouvoir tentent de déclarer en faillite certaines usines nationales pour les vendre à moitié prix à leurs proches.

Le revenu agricole baisse aussi, sur la base des directives de la Communauté économique européenne (CEE) ; les coopératives paysannes (qui produisent 27 % de la production agricole) sont au bord du gouffre, laissant la place à des intermédiaires privés.

Dans l'Education nationale, on voit se profiler des mesures de caractère autoritaire et obscurantiste.

Pour mener à bien ses projets, le gouvernement a évidemment recours à la répression ; le message du Premier ministre à la police a été clair : « *Vous constituez l'Etat.* » Ce discours a été suivi par des actions violentes des forces de l'ordre contre tous ceux qui protestaient (charges contre les manifestants, contre les grévistes, etc.). Une loi anti-grève, actuellement discutée au Parlement, devrait interdire les grèves sous menace de licenciement immédiat.

Sous couvert de "perquisitions anti-terroristes", la gauche extra-parlementaire est menacée.

La politique étrangère de la Grèce s'est également modifiée : se rangeant sans nuance derrière le Pentagone, elle a donné son accord à la réinstallation de bases militaires nord-américaines en Crète et participe à la croisade impérialiste dans le Golfe. Le gouvernement applique une politique à la Thatcher sous toutes ses facettes.

Septembre chaud

L'exaspération des travailleurs a fini par se manifester. Des grèves ont éclaté dans les secteurs touchés par les mesures gouvernementales ; elles ont atteint leur point culminant en septembre 1990, lorsque des centaines de milliers de salariés, surtout dans le secteur public et les entreprises nationales, ont fait grève contre la diminution des pensions et le recul de l'âge de la retraite. Mais, en dépit de son ampleur, ce mouvement n'a touché que les secteurs directement menacés. Les directions du Parti socialiste (PASOK) et du Synapismos — coalition entre le Parti communiste grec et la Gauche hellénique (1) — se sont effacées derrière leurs syndicats pour empêcher que toute politisation et toute alternative politique n'émergent de cette contestation, tout en appelant au dialogue et en cherchant à reculer sans perdre la face.

Les grévistes ont ainsi été coupés des autres travailleurs et ont dû affronter l'hostilité des classes moyennes, pourtant tout aussi frappées par les mesures. Privée d'un soutien social large, la lutte a fini par s'épuiser et s'est achevée sur une défaite.

Des mouvements sociaux ont malgré tout continué — dont certains, très déterminés, contre les licenciements ou les fermetures d'usines nationales — mais sans aucune coordination. Le gouvernement peut ainsi se permettre de maintenir une attitude intransigeante.

Caution électorale

C'est dans ce climat que se sont déroulées les élections municipales d'octobre 1990. Elles ont été l'occasion pour des milliers de salariés d'exprimer leur colère ; le PASOK et le Synapismos ont ainsi été contraints de passer une alliance électorale contre le parti de la Nouvelle Démocratie qui est au gouvernement.

Après de multiples négociations, marchandages et pressions, ils se sont mis d'accord pour présenter des listes communes dans 200 des 300 mairies du pays. Mais, dans de nombreux cas, cela s'est fait par des accords au sommet, au détriment des acteurs de la vie locale ; ce qui a encouragé des attitudes de sectarisme et de rejet. Ainsi, une semaine avant le scrutin, le comité central de la Gauche hellénique a appelé les électeurs à voter « *selon leur conscience* », au lieu de les inciter à se mobiliser pour les listes unitaires.

Ces élections ont montré la perte d'audience de la droite dans les quartiers populaires des grandes villes, mais elle a gardé le vote des couches moyennes, ce qui lui a permis de conserver ces municipalités. En outre, une partie non négligeable des électeurs et des militants du Synaspismos a voté blanc, ou même, dans certains cas, pour la droite ; à Athènes, il y a eu 5 % de bulletins nuls.

Le Synaspismos a perdu du terrain au profit du PASOK. Cela tient à sa mauvaise image, mais aussi au traumatisme créé par l'effondrement des régimes à l'Est, et à sa politique durant ces deux dernières années (collaboration avec la droite au gouvernement, pendant l'été 1989).

Ainsi, en fin de compte, c'est le gouvernement qui a remporté ces élections municipales et qui peut s'en prévaloir pour dire que le majorité du corps électoral approuve sa politique économique. ★

Athènes, 3 décembre 1990

1) La Gauche hellénique provient de la scission du Parti communiste de l'intérieur grec, qui était lui-même une scission du Parti communiste, en 1968.

Un Vietnamien à Prague

Ha Cuong Nghi est membre du Groupe trostkyste vietnamien qui édite la revue *Chroniques vietnamiennes* (1). Il vient de passer quelques jours en Tchécoslovaquie, où il a pu se rendre compte des difficultés que connaissent ceux de ses compatriotes qui avaient été "encouragés" à y émigrer par le régime de Hanoï.

INPRECOR : Pour quelle raisons as-tu été en Tchécoslovaquie ?

Ha CUONG NGHI : Des dizaines de milliers de travailleurs et d'étudiants vietnamiens ont vécu en direct les bouleversements qui ont affecté l'Europe de l'Est. Il aurait été impensable que nous ne profitions pas de l'occasion pour voir comment ils réagissent et les conclusions qu'ils peuvent en tirer concernant leur pays.

◆ ***Comment es-tu entré en contact avec eux ?***

Nous avions déjà des relations épistolaires avec le groupe d'étudiants qui édite le journal *Tribune* ; l'un deux m'attendait à l'aéroport, en même temps qu'un camarade de la IVe Internationale qui a été un véritable frère.

J'ai d'abord discuté avec deux étudiants qui se sont montrés assez réservés à mon égard. Ils se demandaient ce qu'étaient les trotskystes, ce que je venais faire à Prague.

La glace n'a été rompue qu'après notre entretien avec Petr Uhl, actuellement responsable de l'Agence de presse tchécoslovaque (CTK). Ils ont pu lui exposer leurs difficultés devant la montée de la xénophobie, et j'ai demandé à Petr de voir comment on pourrait les aider. Leur méfiance s'est alors dissipée ; j'ai pu me rendre à leur foyer, où j'ai longuement discuté avec un groupe de cinq étudiants, de 22 à 25 ans.

◆ ***Quels ont été vos sujets de discussion ?***

Je pensais que nous parlerions du Viet-nâm actuel, de leur situation en Tchécoslovaquie et de celle de leurs compatriotes en France ; mais ils m'ont bombardé de questions sur le stalinisme, le trotskysme, les raisons de la faillite du "socialisme réel", etc. Ils se sont révélés très politisés.

Bien sûr, nous avons aussi parlé de la vie qu'ils mènent à Prague. Il reste 30 000 Vietnamiens en Tchécoslovaquie ; 5 000 sont partis en Allemagne fédérale. Après les attaques dont ils ont été l'objet, il y a six mois, ils ont commencé à s'organiser pour se défendre ; pendant trois mois un calme relatif a régné et maintenant ça reprend ! Ils sont toujours obligés de sortir à plus de quatre ou cinq pour ne pas se faire agresser.

Ils sont très critiques vis-à-vis de leur ambassade et de leur gouvernement : rien n'est organisé pour établir des relations amicales entre les deux peuples, il n'y a aucun lieu de rencontre (une maison de la Culture, par exemple). Hanoï les offre en location à la Tchécoslovaquie pour toucher une bonne partie de leur salaire ; Prague les exploite comme main-d'œuvre bon marché et les utilise pour des travaux dont les Tchèques ne veulent plus.

◆ ***As-tu eu l'occasion de rencontrer des ouvriers ?***

Oui, et de façon inattendue. Je n'avais aucun contact avec eux. Un jour, dans un magasin, j'ai abordé un ouvrier vietnamien. Il m'a demandé ce que je faisais là ; je lui ai répondu que j'étais journaliste et souhaitais parler avec des travailleurs. Nous avons aussitôt sympathisé et il m'a emmené, près de Prague, dans un vaste hôtel où logent les travailleurs étrangers. Sur 1 000 personnes, il y a avait 500 Vietnamiens ! Nous avons discuté jusqu'à minuit avec un groupe de sept jeunes ouvriers du bâtiment. J'avais amené une valise pleine de documents vietnamiens (notamment le rapport Khroutchev). Dès le début, le contact a été plus facile qu'avec les étudiants. Ils ont découvert qu'il y avait un autre communisme que celui qu'ils avaient connu et ils m'ont posé beaucoup de questions sur le stalinisme et sur le programme trotskyste.

Ils ont été très fraternels, se proposant de me loger puisque des chambres avaient été "libérées" par les transfuges en Allemagne.

◆ ***Après avoir assisté aux événements de 1989, quelles ont été leurs réactions ? Font-ils le rapprochement avec ce qu'ils connaissent au Viet-nâm ?***

Ceux que j'ai rencontré n'ont plus aucune confiance dans la direction vietnamienne et ils tous sont partisans du renouveau. Ils ont du mal à comprendre pourquoi ces partis communistes, qui avaient pour vocation de défendre les travailleurs, ont tous connu un tel échec.

Ils sont désorientés et inquiets : leur contrat se termine dans deux ans et ils craignent de ne plus trouver de travail au Viet-nâm (ils sont surtout chauffagistes).

◆ ***Que comptes-tu faire pour garder le contact avec eux ?***

Je me suis engagé à leur faire parvenir des journaux de différentes tendances, ainsi que des romans qu'ils ne peuvent pas se procurer, vu leur isolement.

Ensuite, nous enverrons régulièrement des camarades pour animer des groupes de discussion et de formation. Cela me rajeunit de beaucoup, car nous faisions cela du temps des camps de travailleurs en France, mais le niveau culturel est maintenant beaucoup plus élevé (la majorité étaient analphabète, en 1945).

Nous allons faire un supplément en vietnamien de *Chroniques vietnamiennes*.

J'ai rencontré fortuitement le fils d'un de nos anciens camarades, rentré au Vietnâm en 1952, arrêté par la police de Diem en 1965 et mort dans des conditions obscures lors de l'offensive du Têt, en 1968. Je lui appris que son père était trotskyste, alors qu'il le croyait simplement communiste. Cette rencontre a été très émouvante pour nous deux. ★

Propos recueillis par Louis Couturier
30 novembre 1990

---

1) Dans le numéro 8-9 de *Chroniques Vietnamiennes* vous trouverez, entre autres, un dossier sur les travailleurs vietnamiens et le racisme.

● Prix du numéro : 25 FF.

● Abonnement : France : 60 FF./ Etranger (Europe) : 75 FF/ Etranger (hors Europe) : 85 FF.

Chroniques vietnamiennes
BP 246- 75 524 Paris Cedex 11

En manque de guerre ?

Le 9 novembre 1990, notre camarade Michel Warshawski, directeur du Centre d'information alternatif (AIC) a été libéré après plus de quatre mois de prison (1).
Tandis que, le 27 novembre 1990, cinq soldats israéliens étaient tués au Liban, après l'attaque d'un commando palestinien relançant les affrontements dans ce pays voisin, la guerre du Golfe a provoqué une escalade de la violence, conduisant une partie de la gauche modérée israélienne, partisane d'un dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dans le camp de l'"union sacrée" autour des durs du régime.

INPRECOR : Quelles ont été les conditions de ta détention et de ta libération ?

Michel **WARSHAWSKI** : J'ai bénéficié d'un traitement relativement privilégié. J'ai eu une certaine liberté de mouvement et mes conditions de détention étaient les meilleures possibles. Si j'ai eu très peu de contacts avec les détenus politiques, en revanche mes rapports avec les prisonniers de droit commun ont été plutôt bons, grâce aux cours d'alphabétisation que j'ai donnés à l'intérieur de la prison et en tant que rédacteur du journal des prisonniers.

Le *Shin Beth* [les renseignements généraux israéliens, ndlr] a essayé de rendre ma situation plus difficile : ma première permission de sortie ne m'a été accordée qu'une semaine avant ma libération conditionnelle ; et il a tenté de faire obstruction à ma réduction de peine. Finalement, j'ai pu sortir assez vite [Warshawski était condamné à trente mois de détention, dont vingt de prison ferme, ndlr] ; je suis maintenant en liberté conditionnelle, donc surveillé dans mes activités.

◆ Israël est directement concerné par le conflit du Golfe. Après le massacre de l'esplanade des Mosquées (voir Inprecor n°316 du 12 octobre 1990), est-ce que l'on sent monter la tension et la violence contre les Palestiniens ?

Il ne fait aucun doute, aujourd'hui, que l'ensemble des dirigeants israéliens veut la guerre. Ils espèrent, en réalité, que cela permette de débloquer la situation intérieure israélienne et règle le problème palestinien. Ils font tout pour, à la fois, préparer l'opinion publique locale à cette guerre et à ses conséquences, et pour pousser les Etats-Unis à se "conduire comme des hommes" et donner une leçon à Saddam Hussein.

La façon dont est perçue, comme solution à la crise intérieure israélienne, la possibilité de cet affrontement n'est pas seulement le fait des dirigeants, elle est aussi partagée par une grande partie de la presse, et des médias.

◆ Quelle est la réaction de l'opinion publique en général ?

On dirait que les gens dans leur ensemble sont en "manque de guerre". Ils attendent ce conflit et ils s'y préparent avec angoisse, bien sûr ; mais aussi, contradictoirement, avec une certaine impatience.

Le sentiment général dans l'opinion publique reflète un peu cela, on sent un mélange de crainte par rapport à cet affrontement qui risque de coûter assez cher mais, en même temps, l'impression que, si tout se passe bien, on en profitera pour se débarrasser des Palestiniens. Pour des gens comme Sharon et Shamir, par exemple, il y a l'espoir, plus ou moins conscient, et partagé par la grande majorité de l'opinion publique, que cela peut régler le problème palestinien.

◆ Quelle est la réaction de la population dans les territoires occupés ?

Face au durcissement de la politique israélienne, à l'absence de débouché politique immédiat et à la nouvelle situation ouverte par le conflit irako-occidental, ou international, on assiste à une radicalisation, ou plutôt à un durcissement, de la situation en Cisjordanie et à Gaza, qui est plus le fait d'une réaction populaire plutôt que celui d'une ligne politique plus dure.

Cela se traduit, par exemple, par des actes individuels assez violents, mais aussi par les déclarations de certains dirigeants, plus intransigeantes qu'il y a six mois ou un an.

◆ Et au niveau de la gauche israélienne ?

Pour la première fois depuis longtemps, la gauche israélienne s'est divisée. Ce qu'on appelle le mouvement pacifiste large, avec son aile sioniste modérée, s'est scindé en deux ; une partie s'est complètement alignée derrière l'"union sacrée" et a signifié ce qu'on appelle ici un véritable acte de divorce aux Palestiniens, en leur disant : *« Maintenant que vous soutenez Saddam Hussein, vous avez démasqué votre mauvaise foi et vos réelles intentions. »*

Cette position constitue un recul pour l'ensemble des forces progressistes israéliennes et a provoqué une cassure dans le mouvement de la gauche modérée. Le choc touche le Mouvement pour les droits civiques, qui a deux positions contradictoires, l'organisation sioniste de gauche Mapam, sa jeunesse et "La paix maintenant" dont les porte-parole ont pris, eux aussi, des positions contradictoires.

◆ Qu'est-ce que tu comptes faire maintenant ?

J'espère reprendre mes activités au Centre d'information, où je n'avais pas le droit de travailler depuis mon inculpation, il y quatre ans. Mais aujourd'hui, je me sens aussi un peu concerné par le monde pénal et j'ai décidé d'essayer de participer à un travail sur les prisonniers de droit commun, en continuant à maintenir un contact concret avec la prison, au niveau des publications, en organisant des activités culturelles, etc. ★

Propos recueillis par Sophie Massouri
29 novembre 1990

1) Voir *Inprecor* n° 312 et 319 des 29 juin et 23 novembre 1990.

INPRECOR